

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Les passages surlignés, soulignés, encadrés ou mis en gras, sont de notre fait. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de soutien.

James C. Scott
Homo Domesticus
Une histoire profonde des États
La Découverte 2019

Préface : Diaboliques céréales (Jean-Paul Demoule)	page 2
Avant-propos	page 6
Introduction : Un récit en lambeaux, ce que je ne savais pas	page 7
Chapitre 1 : La domestication du feu, des plantes, des animaux et... de nous-mêmes	page 14
Chapitre 2 : Le complexe de la <i>domus</i> et le réaménagement du monde naturel	page 19
Chapitre 3 : zoonoses, la tempête épidémiologique parfaite	page 23
Chapitre 4 : Agroécologie de l'État archaïque	page 27
Chapitre 5 : Contrôle des populations, servitude et guerre	page 31
Chapitre 6 : Fragilité de l'État archaïque, effondrement et désagrégation	page 34
Chapitre 7 : L'âge d'or des barbares	page 40

À côté des différentes écoles actuelles d'anthropologie sociale (on disait autrefois « ethnologie », qu'il s'agisse du structuralisme, longtemps dominant, du fonctionnalisme, du marxisme (un peu en sommeil dans ce domaine), ou encore du postmodernisme plus ou moins relativiste – sur le déclin –, il existe une anthropologie anarchiste. Non que cette anthropologie se proposerait de travailler de manière « anarchique », car elle est au contraire systématique, minutieuse et argumentée, appuyée sur des travaux de terrain. Mais parce que son sujet d'étude est le pouvoir (*archê* en grec), ou plus exactement l'opposition au pouvoir (*an-archê*).

Cette anthropologie anarchiste est actuellement anglo-américaine, marquée par les noms de Marshall Sahlins, James C. Scott et David Graeber, auxquels il faudrait ajouter celui de l'archéologie David Wengrow. (...) James C. Scott, de la même génération que Sahlins, est l'auteur du présent livre et nous allons donc y revenir en détail. David Graeber, quant à lui, né en 1961, appartient en revanche à la génération suivante.

Tous ses derniers livres ont été traduits en français. Si le plus détaillé, *Dettes, 5000 ans d'histoire*, est une vaste synthèse historique de la dette comme moyen d'asservissement par les pouvoirs étatiques successifs et jusqu'à nos jours, deux des plus récents s'attaquent avec férocité au fonctionnement de nos sociétés capitalistes contemporaines : *Bureaucratie*, qui montre qu'au paradis néolibéral de la « concurrence libre et non faussée », la bureaucratie est en fait bien plus envahissante et tatillonne que dans les économies dites « dirigées » ; et *Bullshit Jobs*, qui fait la liste de tous les métiers socialement inutiles que génère ce même paradis – ces « jobs à la con » surpayés, avocats d'affaires, consultants divers, actuaires, managers intermédiaires – alors même qu'infirmières, musiciens ou jardiniers, sans parler des enseignants, ne bénéficient que de bas salaires et d'une très modeste estime sociale.

Toutefois, sans chauvinisme aucun, il n'est pas inutile de rappeler que l'un des grandes références de cette anthropologie anarchiste est l'ethnologue français Pierre Clastres, trop tôt et accidentellement disparu en 1977, alors qu'il appartenait en fait à la même génération que Scott et Sahlins. Dans son ouvrage trop brève, dont on retiendra en particulier *La Société contre l'État* (1974), il s'est appuyé sur des enquêtes poussées auprès de groupes d'Amérindiens amazoniens, comme les Guayaqui, les Guarani, les Chulupi et les Yanomani. Il montre que ces sociétés dites « simples », en grande partie des chasseurs-cueilleurs, se sont organisées de telle manière que l'émergence de « chefs » soit systématiquement contrée par le reste de la société grâce à toute une série de mécanismes (la dérision, l'obligation de la redistribution des biens accumulés, l'obligation de remettre sans cesse en jeu son titre de « grand guerrier », etc). Ce serait même à l'origine une règle générale dans les sociétés humaines ; si bien que celles qui ont permis l'apparition des États seraient au contraire des anomalies, dans lesquelles ces mécanismes de contrôle se seraient enrayés.

C'est en généralisant ses observations en Malaisie que Scott a publié le premier livre qui sera traduit à l'intention du public français, mais par une petite maison d'édition et avec... dix-sept ans d'écart : *La domination et les Arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*. « Discours subalterne », car Scott remarquait que ses informateurs ne tenaient pas le même discours selon qu'ils s'adressaient à lui-même ou à leurs supérieurs. Il y avait donc une sorte de « texte public » (*public transcript*) d'un côté, et un « discours caché » (*hidden transcript*) de l'autre, qui constituait une « infra-politique des subalternes ». La servitude n'est donc pas « volontaire », incorporée, mais il existe chez les dominés une résistance continue, même si elle ne peut déboucher, du moins au moment présent, sur une véritable rébellion.

Cette résistance peut s'exprimer, au-delà du discours, par de petits actes peu visibles, de fraudes, de contournements, de critiques feutrées.

En revanche, le livre qui vint près de dix ans plus tard fut un retour aux données ethnologiques et à l'étude de la résistance concrète à la domination, préparé par des articles préliminaires et que Scott définit comme une « histoire anarchiste ». Le titre de la traduction française, *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, inclut ce terme de « Zomia », qui ne figure pas dans le titre anglais, mais est néanmoins le sujet du livre. La Zomia, en effet – un mot créé par l'historien néerlandais Willem van Schendel à partir du mot *zomi* qui signifie les hautes terres en birman -, est une vaste zone de 2,5 millions de km² (cinq fois la France) qui s'étend approximativement des hauts plateaux du Vietnam jusqu'au nord-est de l'Inde à travers plusieurs provinces de la Chine du Sud, du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande et de la Birmanie. Ce territoire de montagnes et de collines, occupé par cent millions d'habitants, comprend d'innombrables minorités ethniques, tels les Akha, les Hmong (ou Miao Miao), les Karen, les Tai, les lahu, les Mien, ou encore les Wa. Elle inclut en particulier le fameux « triangle d'o » de l'opium.

James Scott montre comment ces groupes ethniques ont constamment résisté à l'emprise étatique, avec des traditions propres, des langues très variées, des cultures presque toujours orales (alletteristes, et non « illetteristes » dans la terminologie de Scott), des identités ethniques mouvantes et flexibles, et une agriculture évitant justement la monoculture céréalière, facile à contrôler par un État, au profit de la polyculture du manioc, de la patate douce, de l'igname... ou du pavot. Ces cultures ont l'avantage d'être nomades, peu visibles, de croissance rapide et demandant peu d'efforts – donc difficiles à recenser et à prélever pour un pouvoir étatique. Loin d'être des signes d'arriération économique et sociale, l'ensemble de ces caractéristiques représenterait au contraire, dans la lignée de Pierre Clastres, la preuve éclatante de stratégies bien comprises de résistance à l'État afin, selon les mots de Scott, « de passer entre les mailles du filet ». Le rôle également, dans ces régions, de chefs prophétiques et millénaristes avait également été relevé par Clastres dans sa propre zone d'étude amazonienne.

On pourrait trouver ailleurs dans le monde, selon Scott, d'autres exemples de refus de l'État et de zones-refuges, comme les Cosaques, les esclaves marrons des colonies européennes, les Berbères ou certaines tribus amérindiennes. D'autres pratiqueraient le nomadisme au milieu des États, mais pour y échapper, comme les Tziganes.

Plus généralement, on lui a reproché de ne voir que les mauvais côtés de l'État comme organisation sociale, et non pas ce qu'il apportait comme avantages pour la vie quotidienne des administrés. On a même vu dans sa thèse « une histoire populiste postmoderne ».

Ainsi s'est mise en place, au fil des livres, de l'enseignement et des enquêtes de terrain, une œuvre originale, qui s'est elle-même qualifiée d'anarchiste, et qui veut au fond montrer qu'« un autre monde est possible », puisqu'un tel monde a été naguère « possible ».

Deux énigmes successives parcourent en effet la trajectoire de l'humanité. La première est celle de l'origine de l'agriculture, qui a transformé de petits groupes de chasseurs-cueilleurs nomades en villageois sédentaires à la démographie galopante. La seconde est l'apparition, quelques millénaires plus tard, des États centralisés. Ces deux « révolutions », la révolution dite « néolithique » puis la révolution urbaine, étaient-elles inévitables, et pourquoi et comment se sont-elles produites ?

Parmi d'innombrables auteurs, on retiendra l'Américain Lewis Morgan, avec *Ancient Society* (1877), considéré comme l'un des fondateurs de l'ethnologie moderne. Son ouvrage aura une influence directe et revendiquée sur *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1883), rédigé par Friedrich Engels en partie à partir des notes de Karl Marx.

Ces évolutionnisme connaîtra un net recul pendant une grande partie du 20^{ème} siècle, en raison de la montée en puissance des courants dits « fonctionnaliste » et « structuraliste » : à partir de l'observation de sociétés réelles, on s'intéressera à leur organisation et à leur fonctionnement à un moment donné du temps, ce qu'on appelle la synchronie, et non plus sur la longue durée – ou diachronie. Néanmoins, dans le même temps, l'archéologie des périodes anciennes prenait son essor et fournissait des matériaux de plus en plus nombreux pour documenter les débuts de l'agriculture.

De ce tableau, il ressort qu'il y eut coïncidence entre les débuts de l'actuel interglaciaire, il y a une douzaine de millénaires, et l'apparition de l'agriculture en différents points du monde sans relations les uns avec les autres, et avec des animaux et des plantes différentes. En effet, les humains vivaient depuis 115 000 ans avant notre ère dans l'environnement moins favorable de la dernière glaciation (dite de Würm en Europe nord-occidentale) ; dans le même temps, même si *Homo sapiens* semble avoir émergé en Afrique dès 300 000 ans avant notre ère, ses capacités cognitives continuaient à évoluer, comme le montre l'apparition relativement tardive – il y a seulement 40 000 ans – de la représentation avec les peintures rupestres et de petites sculptures.

De ces différents foyers, Scott choisit de s'intéresser à l'un, celui du Proche-Orient, sans doute le mieux connu actuellement de par la densité des fouilles et l'ancienneté de la recherche, et plus particulièrement la zone mésopotamienne, l'Irak actuel, dans la mesure où c'est là que vont apparaître ensuite, avec l'Égypte, les plus anciens États du monde vers la fin du 4^{ème} millénaire avant notre ère.

C'est évidemment l'interprétation historique qu'il propose qui fait la force de cet ouvrage. On le verra, Scott insiste de manière concrète sur la longue transition qu'a impliquée l'émergence de l'agriculture, qui fut tout sauf une sorte d'invention géniale bien située dans le temps. Il faut imaginer au contraire, comme il le suggère, des expérimentations étalées sur des siècles, sinon des millénaires, ponctuées d'échecs et de retours en arrière, impliquant des espèces variées et des domestications multiples et dispersées.

Ainsi va naître ce que Scott désigne sous le nom latin de « domus », regroupement en un même lieu d'humains, d'animaux domestiques mais aussi de parasites (rats, souris, puces, tiques, moustiques, etc.) et de végétaux, plusieurs *domus* (en latin, le pluriel est identique au singulier pour ce type de noms, dits de la 4^e déclinaison) s'assemblant dans ce qu'il appelle également des « camps de regroupements plurispécifiques du Néolithique récent ».

L'originalité de Scott est de montrer que c'est justement là que les ennuis commencent. Ces regroupements forcés présentent en effet un certain nombre de désavantages, et en particulier la propagation des maladies chez les humains, certaines issues des animaux, d'autres, ou les mêmes, se communiquant bien plus facilement entre humains rassemblés en nombre que vivant en petits groupes nomades et dispersés. On pourrait ainsi attribuer à de tels problèmes la relative lenteur de l'expansion de l'agriculture et de sa marche vers l'État proprement dit, soit plus de cinq millénaires environ au Proche-Orient – et ailleurs.

Ainsi pourraient s'expliquer également la baisse du nombre de sites et de leurs tailles, qui ponctuent le Néolithique, mais ensuite l'histoire ultérieure de certains États. Dans les années 1930, l'archéologue australien Gordon Childe, premier grand théoricien de la révolution néolithique, avait supposé (à tort) qu'une dégradation climatique aurait conduit au regroupement forcé des humains, des plantes et des animaux dans des oasis, et favorisé ainsi, par cette proximité (*propinquity*) nouvelle, la domestication. Par un renversement, Scott montre ce que cette proximité, due cette fois à d'autres circonstances, a pu au contraire avoir de négatif.

Plus généralement, le Néolithique ne se résume pas à la domestication de quelques espèces animales et végétales. Ce sont, d'une certaine manière, les humains eux-mêmes qui se sont autodomestiqués et rendus esclaves de leurs animaux et de leurs plantes. L'agriculture entraîne un certain nombre de troubles musculo-squelettiques que l'on peut constater sur les défunts, ainsi que des lésions articulaires, tout comme une diminution de la stature, liée à un stress nutritionnel – et que l'on attribuait jadis à une différence de « race » d'avec les chasseurs, plus robustes et à l'activité plus variée en même temps que moins pénible. L'on retrouve ici l'argumentation, citée plus haut, de Sahlins quant au temps de travail des chasseurs-cueilleurs et à leurs sociétés « d'abondance ». Reprenant ce paradoxe et grâce à la multiplication de la documentation archéologique, Scott peut le démontrer en détail.

Comme le conclut Scott à ce stade et sans déflorer ici l'ouvrage ni son argumentation : « L'on pourra juger trop sombre cette appréciation d'une percée historique à laquelle on attribue la possibilité même de la civilisation ; du moins pourra-t-on dire que la révolution néolithique a entraîné un appauvrissement de la sensibilité et du savoir pratique de notre espèce face au monde actuel, un appauvrissement de son régime alimentaire, une contraction de son espace vital, et aussi, sans doute, de la richesse de son existence rituelle. »

De par le monde, des sociétés sont « restées » jusqu'à il y a peu au stade d'économies villageoises. La seconde énigme est donc bien l'émergence de l'État et la révolution urbaine. Pour y répondre, la Mésopotamie est un terrain privilégié, puisqu'elle a vu apparaître les premières villes du monde, et par là même les premières cités-États, d'abord indépendantes, puis regroupées, de gré ou de force, en royaumes ou en empires. À cette énigme de l'État, une réponse principale : le grain !

« (l') histoire n'a pas enregistré l'existence d'États du manioc, du sagou, de l'igname, du taro, du plantain, de l'arbre à pain ou de la patate douce. (...) Seules les céréales sont vraiment adaptées à la concentration de la production, au prélèvement fiscal, à l'appropriation, aux registres cadastraux, au stockage et au rationnement ». Si l'émergence de l'agriculture reste un phénomène complexe et pas encore élucidé dans tous ses détails, celle de l'État est plus simple. Pour qu'il y ait État, il doit y avoir contrôle de la population soumise, et seules les céréales le permettent : riz, blé, orge, maïs, sorgho, millet – les autres premières représentant aujourd'hui plus de la moitié de la consommation mondiale de calories. (...) Avec l'État vint aussi l'esclavage, même si certains historiens en minimisent l'importance en Mésopotamie.

L'Égypte et la Mésopotamie, oasis cernées de déserts, de montagnes et de mers, constituaient des sortes de « nasses écologiques » idéales, contrairement à des régions plus ouvertes et plus tempérées. Ce n'est pas un hasard si l'État mettra près de trois millénaires supplémentaires pour s'imposer en Europe, où l'on peut observer que les moments de forte

hiérarchisation sociale (comme ceux des premiers tombeaux monumentaux mégalithiques du 5^{ème} millénaire avant notre ère, ou les palais minoens et mycéniens du 2^{ème} millénaire, ou les citadelles celtiques du milieu du 1^{er} millénaire) ont été invariablement suivis d'un retour à des formes sociales beaucoup plus simples et moins inégalitaires.

Ces moments d'effondrement, qu'historiens et archéologues qualifient souvent d' « âges sombres » parce qu'ils ne trouvent plus autant de palais et d'objets de luxe qu'auparavant, et généralement plus d'écriture, peuvent au contraire être interprétés comme des moments de résistance. Ils font place à des retours à des économies villageoises classiques, finalement plus à même de composer au mieux avec l'environnement. Ces âges sombres n'ont sans doute pas été « sombres » pour tout le monde. Mais les causes politiques sont difficiles à démêler, pour ces périodes anciennes, d'autres causes, notamment écologiques : les cités mésopotamiennes, avec le déboisement massif pour couvrir les besoins de la construction, de la métallurgie, de la batellerie, de la production de chaux, etc., ont permis le ravinement et la salinité des sols, accroissant les inondations et perpétrant ainsi un véritable écocide.

La marche vers l'État n'en poursuit pas moins son chemin, même si, il y a quatre siècles à peine, un tiers seulement de la population mondiale vivait dans de véritables États, soit, comme le rappelle Scott, « les deux derniers dixièmes du dernier pour cent de la vie politique de notre espèce ». Au-delà se tenaient de toute antiquité les « barbares », ceux qui essayaient, pour quelque temps encore, de se passer de l'État. Mais les barbares restaient le plus souvent en interaction constante avec les États, leur livrant régulièrement des esclaves pris à la guerre, voire servant en mercenaires dans leurs armées ; ainsi, conclut Scott, ils « ont délibérément creusé leur propre tombe ».

Avant-propos

Je ne cherche pas à produire de nouvelles connaissances, mais à « relier les points » des savoirs existants de manière éclairante ou suggestive. Au cours des dernières décennies, les progrès étonnants de la recherche ont permis de réviser radicalement ou d'inverser totalement ce que nous croyions savoir des premières « civilisations » de la plaine alluviale de Basse Mésopotamie et d'autres régions du monde. On pensait – du moins étions-nous nombreux à le penser – que la domestication des plantes et des animaux avait directement entraîné la fin du nomadisme et engendré l'agriculture sédentaire. Or il s'avère que la sédentarité a très largement précédé tous les indices de domestication des plantes et des animaux et que sédentarité et domestication existaient déjà au moins quatre millénaires avant l'apparition de villages agricoles. On avait tendance à croire que la sédentarité et l'apparition des premiers centres urbains avaient été des conséquences des techniques d'irrigation et de l'émergence de l'État. Il s'avère que les deux furent le plus souvent un effet de la richesse en ressources alimentaires des zones humides. On croyait que sédentarité et agriculture avaient entraîné spontanément l'émergence de l'État ; en réalité celle-ci n'est survenue que longtemps après la naissance de l'agriculture sédentaire. On supposait que l'agriculture avait été un grand pas en avant pour l'humanité en termes de bien-être, de nutrition et de temps libre. Or, initialement, c'est plutôt le contraire qui est vrai. On considérait souvent que les premiers États et civilisations possédaient une force d'attraction irrésistible, tels des aimants, sur des populations captivées par leur luxe, leur culture et leurs opportunités. En réalité, c'est seulement par le biais de diverses formes de servitude que les premiers États ont réussi à capturer et à fixer une bonne partie de leurs populations. Ils étaient en outre vulnérables aux

conséquences épidémiologiques de la concentration humaine. De fait, les premiers États étaient fragiles et susceptibles de s'effondrer, tandis que les « âges sombres » qui les ont suivis se sont souvent caractérisés par une réelle amélioration du bien-être des populations. Enfin, il y a d'excellentes raisons de penser que, du point de vue matériel, l'existence en dehors de la sphère de l'État – l'existence « barbare » - a sans doute été souvent plus facile, plus libre et plus saine que celle des membres de sociétés civilisées – du moins de ceux qui ne faisaient pas partie de l'élite.

Mon objectif est double : d'abord, très modestement, synthétiser les connaissances les plus avancées que nous possédons sur ces questions ; ensuite, suggérer ce qu'elles impliquent quant à l'émergence de l'État et aux conséquences humaines et écologiques de la forme-État elle-même.

J'avance l'idée que les céréales présentent des caractéristiques uniques qui en font, pratiquement partout, la principale ressource fiscale indispensable à l'émergence initiale de l'État. J'émetts aussi l'hypothèse que nous avons grossièrement sous-estimé l'effet majeur des maladies infectieuses liées à la concentration des populations sur la fragilité démographique des premiers États. Contrairement à de nombreux historiens, je me demande si l'abandon fréquent des premiers centres étatiques n'a pas bénéficié à la santé et à la sécurité de leurs anciens habitants plutôt qu'il n'a constitué un « âge sombre » d'effondrement de la civilisation. Enfin, je me demande si les populations demeurées en dehors des centres étatiques pendant les millénaires qui ont suivi la création des premiers États n'y sont pas restées (ou n'y ont pas fui) parce que les conditions de vie y étaient meilleures. Toutes ces implications tirées de mes lectures, je les conçois comme des provocations destinées à stimuler et à faire avancer la réflexion et la recherche. Partout où je me suis heurté à un mur, j'ai essayé de le signaler avec franchise. Là où les preuves manquent et où j'ai dû me livrer à la spéculation, je n'ai pas cherché à le dissimuler.

Introduction

Un récit en lambeaux : ce que je ne savais pas

Chronologie : de la domestication du feu à l'écriture cunéiforme :	
- 400 000	domestication du feu
- 200 000	apparition d'êtres humains modernes du point de vue anatomique
- 60 000	migrations d'Homo sapiens depuis l'Afrique
- 12 000	traces éparses de sédentarité
- 10 800 à - 9 600	<i>vague de refroidissement du Dryas récent</i>
- 9 000	traces éparses de l'existence de plantes et d'animaux domestiqués
- 8 000 à - 6 000	indices de la domestication des grandes « cultures fondatrices »
- 6 200 à 6 100	<i>vague de refroidissement climatique</i>
- 6 000	indices de l'existence d'agglomérations sédentaires
- 5 000	preuves tangibles de l'existence de villages agraires vivant essentiellement des récoltes et de l'esclavage
- 3 200	usage du proto-cunéiforme dans les registres d'inventaire
- 2 600	usage de l'écriture pour représenter la parole

Si on le compare aux près de deux cent mille ans d'existence de notre espèce, l'Anthropocène ne date que de quelques minutes. Je propose un autre point de départ beaucoup plus éloigné dans le temps. Si nous acceptons la prémisse de la notion

d'Anthropocène en tant que saut qualitatif et quantitatif de notre impact sur l'environnement, je suggère que nous commençons par l'utilisation du feu, premier grand outil auquel ont recouru les hominidés afin d'aménager le territoire, ou plutôt de construire leur habitat. Les premiers indices de l'utilisation du feu remontent à au moins quatre cent mille ans, peut-être même beaucoup plus tôt, soit longtemps avant l'apparition d'*Homo sapiens*.

L'autre invention décisive d'avant la modernité est celle d'une institution : l'État. Les premiers États de la plaine alluviale mésopotamienne apparaissent au plus tôt il y a environ six mille ans, plusieurs millénaires après les premiers indices d'activité agricole et de sédentarité dans la région. Aucune autre institution n'a autant contribué à mobiliser les technologies d'aménagement du territoire au service de ses intérêts.

Étudier l'émergence de l'État amène nécessairement à une interrogation fondamentale : comment en sommes-nous (*Homo sapiens sapiens*) arrivés à vivre dans le cadre de la concentration sans précédent d'humains, de plantes et d'animaux domestiqués qui caractérise les premiers États ? (...) Pendant 90% de la durée de la présence humaine sur terre, notre existence avait été celle de petites bandes de chasseurs-cueilleurs, mobiles, dispersées et relativement égalitaires. Ce qui est plus remarquable encore aux yeux de quiconque s'intéresse à la forme-État, c'est le fait que les premiers États stratifiés, collecteurs d'impôts et constructeurs de fortifications n'apparaissent dans la vallée du Tigre et de l'Euphrate que vers 3100 avant notre ère, soit plus de quatre millénaires *après* les premiers cas répertoriés de domestication d'espèces végétales et de sédentarité. Ce décalage massif pose un problème aux théoriciens enclins à naturaliser la forme-État. Ceux-ci partent de l'hypothèse qu'une fois établies l'agriculture et la sédentarité, à savoir respectivement les pré-conditions technologiques et démographiques de l'émergence de l'État, les États/empires devaient logiquement faire leur apparition dans la foulée en tant qu'entités les plus efficaces pour garantir l'ordre politique.

Ces faits bruts perturbent la version de la préhistoire humaine que la plupart d'entre nous (moi inclus) avons assimilé de façon irréfléchie. (...) Pour l'essentiel, c'était un récit de l'« essor de l'humanité » : l'agriculture venait se substituer au monde barbare, sauvage, primitif, brutal et sans loi des chasseurs-cueilleurs et des nomades. Les cultures sédentaires étaient à l'origine et le garant d'une existence stable, des cultes religieux formalisés, du lien social et du règne du droit. Les populations qui refusaient de se convertir à l'agriculture le faisaient par ignorance ou par refus de s'adapter.

On présuppose tout simplement qu'*Homo sapiens*, fatigué de ses tribulations, ne désirait qu'une chose : se fixer définitivement et en finir avec des milliers de millénaires de nomadisme et de mouvements saisonniers. Pourtant, nous disposons d'une grande quantité d'indices montrant que les peuples nomades ont partout opposé une résistance farouche à la sédentarisation permanente, y compris dans des circonstances relativement favorables. Les populations de pasteurs et de chasseurs-cueilleurs se sont longtemps battues contre la sédentarité, l'associant, souvent à juste titre, aux maladies et au contrôle étatique. Ce n'est que contraints par leurs défaites militaires que nombre de peuples amérindiens ont été confinés dans des réserves.

La majeure partie de ce que nous pourrions appeler le « récit standard » a dû être abandonnée face à l'accumulation des preuves archéologiques. Contrairement à ce que l'on croyait, les chasseurs et les cueilleurs n'avaient rien – c'est d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui, dans les derniers refuges où ils subsistent – de ces populations désemparées, mal

nourries, toujours au bord de la famine, qu'imagine l'ethnologie populaire. En réalité, les chasseurs-cueilleurs n'ont jamais eu aussi bonne mine, si l'on en juge par leur régime alimentaire, leur santé et le temps libre dont ils disposaient. En revanche, toujours en matière de régime alimentaire, de santé et de temps libre, les agriculteurs font aujourd'hui piètre figure.

Dans la Basse Mésopotamie (mot grec qui signifie « entre les fleuves ») antique, on trouve déjà des populations sédentaires, y compris des centres urbains pouvant accueillir jusqu'à cinq mille habitants, sans aucune trace, ou presque, d'activité agricole. L'anomalie inverse est également attestée : des champs fixes cultivés par des populations mobiles et dispersées qui ne regroupent que pour de brèves périodes de récolte. Ce dernier paradoxe montre bien que le présupposé implicite du récit standard – à savoir que les gens aspiraient avant tout à abandonner complètement le mode de vie nomade et à « s'établir » - est sans doute tout aussi erroné.

Bien avant que l'homme n'ait songé à planter délibérément des graines dans des champs labourés, les peuples de cueilleurs avaient développé tous les outils leur permettant de traiter les céréales et les légumineuses sauvages : vans, meules, mortiers et pilons. Aux yeux du profane, c'est le geste de lancer des semences dans un sillon ou un orifice préparé à cet effet qui semble décisif. Mais appellera-t-on culture le fait de jeter les graines d'un fruit comestible sur un morceau de terrain couvert de déchets végétaux faisant compost aux abords d'un campement, en sachant que nombre d'entre elles vont germer et croître ?

Les meilleures analyses de la domestication des plantes éliminent la notion d'un unique moment de domestication et plaident plutôt, sur la base d'indices génétiques et archéologiques convaincants, en faveur de processus de mise en culture pouvant s'étaler sur trois millénaires et conduisant à des domestications multiples et dispersées de la plupart des grandes espèces cultivées (blé, orge, riz, pois chiches, lentilles).

La réalité des faits telle que je l'ai comprise, c'est qu'une histoire impartiale de notre espèce devrait accorder à l'État un rôle beaucoup plus modeste que celui qu'on lui attribue normalement. (...) Outre l'hégémonie totale de la forme-État aujourd'hui, la majeure partie des recherches archéologiques et historiques dans le monde sont parrainées par l'État, ce qui en fait souvent une sorte d'autoportrait narcissique. (...) Avec l'émergence de l'écriture – hiéroglyphique ou cunéiforme, par exemple -, ce biais est encore plus prononcé. Les documents écrits sont invariablement produits par et pour l'État : taxes, inventaires de main d'œuvre, liste de tributs, généalogies royales, mythes fondateurs et lois.

(note) Bon nombre de peuples nomades connaissaient l'écriture (souvent empruntée aux populations sédentaires), mais ils écrivaient généralement sur des matériaux périssables (écorce, bambou, feuilles, roseaux) et pour des raisons étrangères aux préoccupations d'un État (comme mémoriser des sortilèges et des poèmes d'amour). Les lourdes tablettes d'argile de Basse Mésopotamie sont incontestablement la technologie scripturale d'un peuple sédentaire et c'est pour cette raison qu'il en subsiste autant.

Pourtant, les tout premiers États que l'on vit émerger sur les terres limoneuses et balayées par les vents des plaines alluviales de Basse Mésopotamie, d'Égypte et du fleuve Jaune, étaient des entités de taille plus que modeste, tant sur le plan démographique que sur le plan géographique. Ils ne formaient qu'une simple petite tache sur la carte du monde antique et ne représentaient qu'une portion infinitésimale de la population mondiale totale, estimée à

environ vingt-cinq millions d'habitants en 2000 avant notre ère. Minuscules nœuds de concentration de pouvoir, ils étaient entourés de vastes territoires habités par des peuples sans État – autrement dit, des « barbares ». En dépit de Sumer, d'Akkad, de l'Égypte, de Mycènes, de l'empire olmèque/maya, de la civilisation de la vallée de l'Indus ou de la Chine des Qin, la majeure partie de la population mondiale continua pendant très longtemps à vivre hors d'atteinte des entités étatiques et de leur appareil fiscal.

Il est difficile de dire quand exactement le paysage politique en vint à être définitivement dominé par l'État, et il serait assez arbitraire de fixer une date précise. Une estimation généreuse nous amènerait à affirmer que jusqu'à il y a environ quatre siècles, un tiers du globe était encore occupé par des chasseurs-cueilleurs, des cultivateurs itinérants, des peuples pastoraux et des horticulteurs indépendants, tandis que les États, essentiellement agraires, étaient largement confinés à la petite fraction des terres émergées propice à l'agriculture. Une bonne partie de la population mondiale n'avait sans doute jamais été confrontée à ce personnage emblématique de l'État : le collecteur d'impôts.

Si, par conséquent, nous datons l'époque de l'hégémonie définitive de l'État des années 1600 de notre ère, nous pourrions considérer que la forme-État n'aura dominé que les deux derniers dixièmes du dernier pour cent de la vie politique de notre espèce. (...) Dans la majeure partie du monde, l'émergence de l'État est toute récente. Les États classiques de l'Asie du Sud-Est sont à peu près contemporains du règne de Charlemagne, plus de six mille ans après l'invention de l'agriculture ? Ceux du Nouveau Monde, à l'exception de l'Empire maya, sont des créations encore plus récentes. Leur territoire était relativement peu étendu. Au-delà de leurs frontières résidaient de grands agrégats de peuples « non administrés », subdivisés en entités diverses baptisées par les historiens tribus, chefferies ou bandes. Ils habitaient des zones sans souveraineté ou à souveraineté nominale faible ou fragile.

Dans une grande partie du monde, l'État, même lorsqu'il était robuste, n'était qu'une institution saisonnière. Récemment encore, en Asie du Sud-Est, pendant les averses annuelles de la mousson, il n'était guère capable de projeter sa puissance au-delà des murs du palais royal. Malgré la puissance et la centralité dont l'affublent la plupart des récits traditionnels, il faut bien reconnaître que pendant les milliers d'années qui ont suivi son apparition initiale, l'État n'a pas été une constante mais une variable – et une variable assez mineure dans l'existence d'une bonne partie de l'humanité.

Je suis pratiquement convaincu – et je ne suis pas le seul dans ce cas – que les maladies étaient un facteur fondamental de la fragilité des premiers États. Leurs effets sont toutefois difficiles à documenter, du fait de leur soudaineté et parce qu'elles étaient fort mal comprises, sans compter que nombre de maladies épidémiques ne laissent aucune signature osseuse. De même, l'étendue de l'esclavage, de la servitude et des déportations de populations est difficile à documenter car, en l'absence de chaînes, les restes des esclaves et des sujets libres sont indiscernables.

Grâce au feu et à la cuisson, nous avons transformé un grand nombre de plantes jadis indigestes en mets à la fois plus savoureux et plus nutritifs. Certains chercheurs avancent que nous devons notre cerveau relativement gros et nos intestins relativement petits (par rapport aux autres mammifères, y compris les primates) à l'aide prédigestive externe fournie par la cuisson des aliments.

Les moutons et les chèvres : ce sont des sortes de cueilleurs à quatre pattes (ou bien à deux pattes dans le cas des poules, des canards et des oies) entièrement à notre service. Grâce à leurs bactéries intestinales, ils sont en effet capables de digérer des plantes que nous ne pouvons pas atteindre et/ou décomposer et de nous les « restituer », si l'on peut dire, sous une forme « cuite » en tant que matières grasses et protéines à la fois digérables et appétissantes. Si nous élevons sélectivement ces espèces domestiques, c'est afin d'en obtenir les qualités recherchées : reproduction rapide, tolérance à la captivité, docilité, production de viande, de lait et de laine.

Je l'ai déjà dit, la domestication des plantes et des animaux n'était pas strictement nécessaire à la sédentarisation, mais elle a créé les conditions d'un niveau de concentration sans précédent des aliments et de la population, en particulier dans les milieux agroécologiques les plus favorables : riches plaines alluviales, sols de loess et rives des lacs et des cours d'eau. C'est pourquoi je propose d'appeler ces sites des *campes de regroupement plurispécifiques du Néolithique récent*.

Tout en offrant des conditions idéales pour la formation d'un État, l'existence de ces camps de regroupement reposait sur des tâches beaucoup plus pénibles que la chasse et la cueillette et nuisibles à la santé de leurs habitants. Par conséquent, il est difficile de comprendre pourquoi des populations qui n'y étaient pas poussées par la faim, le danger ou la coercition auraient abandonné volontairement la chasse, la cueillette ou le pastoralisme afin de se consacrer à plein temps à l'agriculture.

Bien que d'aucuns considèrent que l'Anthropocène « fort » a commencé avec la dispersion planétaire de déchets radioactifs qui a suivi l'explosion de la première bombe atomique, il existe aussi ce que j'ai appelé un Anthropocène « faible », lequel remonte aux premiers usages du feu par Homo erectus, soit à au moins un demi-million d'années, et passe par les premières entreprises de défrichage au bénéfice de l'agriculture et du pâturage, avec leurs conséquences en termes de déforestation et de colmatage des cours d'eau.

La « domestication » a changé la constitution génétique et la morphologie des espèces cultivées et des animaux présents dans l'espace de la *domus*. (...) Les nouvelles cultures sont devenues des espèces « handicapées » incapables de survivre sans des soins et une protection constants de notre part. Les moutons et les chèvres domestiques ont subi le même traitement : tandis que leur taille diminuait et que leur dimorphisme sexuel devenait moins marqué, ils se faisaient plus dociles et moins conscients de leur environnement. N'est-il pas plausible que dans un tel contexte, un processus similaire ait affecté les êtres humains ?

Comme je le montrerai au chapitre 3, le fardeau existentiel de ceux qui n'appartenaient pas à l'élite dans les États antiques était considérable. En premier lieu, comme je l'ai déjà signalé, les tâches agricoles se révélaient éreintantes. Il ne fait aucun doute qu'à l'exception possible de cultures saisonnières liées aux décrues des fleuves, les travaux agricoles étaient beaucoup plus pénibles que la chasse et la cueillette.

Un second inconvénient majeur et imprévu de l'agriculture est l'effet épidémiologique direct de la concentration non seulement des personnes, mais aussi du bétail, des cultures et du vaste cortège de parasites qui les accompagnaient dans l'espace de la *domus* ou se développaient en son sein. Les maladies qui nous sont aujourd'hui familières – rougeole, oreillons, diphtérie et autres infections contractées en société – sont apparues pour la première fois dans les États archaïques. Il semble presque acquis que nombre de ces États se sont

effondrés sous le coup d'épidémies analogues à la peste antonine et à celle de Justinien, qui ont frappé au cours du premier millénaire de notre ère, ou bien à la peste noire, qui s'est abattue au 14^{ème} siècle en Europe.

On ne peut manquer de s'étonner du fait que l'économie de pratiquement tous les États antiques reposait sur les céréales, y compris les millets. L'histoire n'a pas gardé trace de l'existence d'États du manioc, du sagou, de l'igname, du taro, du plantain, de l'arbre à pain ou de la patate douce (...). Mon hypothèse est que seules les céréales sont vraiment adaptées à la concentration de la production, au prélèvement fiscal, à l'appropriation, aux registres cadastraux, au stockage et au rationnement. Lorsque la qualité des sols s'y prête, le blé offre un milieu agroécologique propice à une forte concentration démographique.

De son côté, le tubercule du manioc pousse sous la surface du sol, exige peu de soins, est facile à dissimuler, met un an à mûrir et, surtout, peut être laissé en terre sans problème et reste comestible pendant deux années supplémentaires. (...) Il s'ensuit selon moi que l'émergence de l'État ne devient possible que lorsqu'il n'existe guère d'autres options qu'un régime alimentaire dominé par les céréales domestiquées.

Contrairement à ce que l'on croyait jadis, ce n'est pas l'État qui a inventé l'irrigation dans le but de concentrer la population, et encore moins dans celui de domestiquer les espèces végétales ; c'est à des peuples préétatiques que l'on doit ces innovations. En revanche, une fois institué, l'État a souvent contribué à préserver, amplifier et élargir le territoire agroécologique qui était au fondement de son pouvoir par le biais de ce que nous pourrions appeler l'aménagement étatique du territoire : réparer les canaux victimes du colmatage, creuser de nouveaux canaux d'amenée, installer des prisonniers de guerre sur des terres arables, pénaliser les sujets qui se refusent à cultiver, défricher de nouveaux champs, interdire les activités de subsistance non taxables telles que la cueillette et les cultures itinérantes et d'efforcer d'endiguer la fuite de ses sujets.

Un lecteur attentif pourrait dès lors me poser la question suivante : mais qu'est-ce que l'État en fin de compte ? De mon point de vue, les sociétés de la Mésopotamie antique sont des entités qui ne deviennent des États que graduellement. Ce que je veux dire par là, c'est que la forme-État est un continuum institutionnel reposant sur un « plus ou moins d'État » plutôt que sur une opposition tranchée entre État et non-État. S'il existe un souverain, un personnel administratif spécialisé, une hiérarchie sociale, un centre monumental, des murailles encerclant la ville et un schéma de prélèvement et de redistribution fiscale, il s'agit sans aucun doute d'un « État » au sens fort du terme. Ce type d'entité étatique émerge au cours des derniers siècles du quatrième millénaire av. J.-C. et semble bien attesté au plus tard vers 2100, sous les espèces de la civilisation d'UR III et du territoire qu'elle contrôle en Basse Mésopotamie. Auparavant, on avait déjà des sociétés densément peuplées, des échanges commerciaux, une production artisanale et, semble-t-il, des assemblées citadines, sans que l'on puisse pour autant être certain que ces caractéristiques correspondent à la définition intégrale de la forme-État.

Si l'existence de communautés sédentaires et de céréales domestiquées est attestée plus tôt et ailleurs (par exemple à Jéricho, au Levant et dans les régions montagneuses à l'est de la plaine alluviale mésopotamienne), celles-ci n'y ont pas engendré des États.

En réalité, comme nous allons le voir, les premiers États avaient souvent beaucoup de mal à retenir leurs populations ; ils étaient extrêmement vulnérables sur le plan

épidémiologique, écologique et politique et sujets à bien des risques d'effondrement ou de fragmentation. Mais s'ils étaient souvent fragiles, ce n'était pas faute d'exercer toute la puissance de coercition qu'ils étaient capables d'accumuler. Les preuves de l'usage extensif d'une main-d'œuvre servile – prisonniers de guerre, semi-servage sous contrat, colonies de main d'œuvre déportée, travail forcé des détenus, populations asservies à l'État) comme les hilotes de Sparte) – sont légion. La main d'œuvre servile était particulièrement importante dans la construction des murailles et des axes routiers urbains, le creusage des canaux, l'exploitation des mines, des carrières et des ressources forestières, la construction des monuments, le tissage de la laine et, bien entendu, le travail agricole. On observe clairement un souci de « gestion » des populations assujetties, y compris des femmes, en tant que forme de richesse, à l'instar du bétail, avec un encouragement à la fécondité et à des taux élevés de reproduction.

Le monde antique partageait clairement le point de vue d'Aristote selon lequel l'esclave était un « outil de travail » au même titre qu'un animal ou une charrue. Avant même que l'on rencontre dans les premiers documents écrits des termes précis désignant les esclaves, les vestiges archéologiques sont éloquents avec leurs bas-reliefs dépeignant des captifs en haillons escortés par les vainqueurs depuis les champs de batailles – ou encore avec ces milliers de petits bols biseautés à l'identique retrouvés en Mésopotamie et qui servaient selon toute vraisemblance à contenir les rations d'orge ou de bière de la main d'œuvre servile.

De nombreux indices attestent qu'une bonne partie de la population de la Grèce et de l'Italie romaine étaient maintenue en captivité contre sa volonté : les rébellions d'esclaves dans la péninsule italique et en Sicile, les offres d'émancipation en temps de guerre – faites par Sparte aux esclaves athéniens et par les Athéniens aux hilotes de Sparte – et, dans le cas de la Mésopotamie, les références fréquentes aux fuites d'individus et de groupes entiers. Cela ne peut qu'évoquer la remarque d'Owen Lattimore selon laquelle la Grande Muraille de Chine servait tout autant à empêcher les contribuables chinois de s'échapper qu'à faire obstacle aux invasions barbares.

Le territoire des barbares était en quelque sorte le reflet inversé du régime agroécologique de l'État. C'était un territoire de chasse, de culture sur brûlis, de collecte de fruits de mer, de cueillette, de pastoralisme, de racines et de tubercules, avec peu ou pas de cultures céréalières. C'était un territoire de mobilité physique, de stratégies de subsistances mixtes et changeantes : en un mot, un mode de production « illisible ». (...) La ligne de démarcation entre civilisation et barbarie est celle qui voit disparaître l'impôt et les céréales. (...) Comme le dit éloquemment une maxime berbère, « les razzias sont notre agriculture ». L'essor des communautés agricoles sédentaires qui, partout, ont été au fondement des premiers États, peut être considéré comme un nouveau terrain de cueillette particulièrement avantageux pour les peuples sans État – un véritable self-service, en quelque sorte. Comme les Amérindiens eurent tôt fait de s'en rendre compte, la très docile vache européenne était plus facile à « chasser » que le cerf de Virginie. Tout cela entraînait des conséquences majeures sur les premiers États. Soit ils investissaient des ressources considérables à se défendre contre les raids, soit ils payaient tribut – une forme de racket – aux pillards potentiels afin d'éviter leur incursion. Dans les deux cas, le fardeau fiscal de l'État antique, et donc sa fragilité, s'en trouvait considérablement alourdi.

Les premiers États, situés pour la plupart dans des régions riches de plaines alluviales, étaient les partenaires commerciaux naturels de leurs voisins barbares. Occupant une grande variété de niches dans un environnement beaucoup plus diversifié, seuls les barbares étaient

capables de fournir les produits sans lesquels l'État ne pouvait survivre longtemps : métaux, bois d'œuvre, peaux, obsidienne, miel, herbes médicinales et aromatiques. En fin de compte, les royaumes des basses terres étaient plus intéressants comme entrepôts de marchandises que comme cibles de pillage.

Une telle symbiose engendrait une hybridité culturelle beaucoup plus intense de ce que la typique dichotomie « barbare/civilisé » pourrait laisser croire. On a pu soutenir de façon convaincante que les premiers États et les premiers empires étaient souvent accompagnés par une entité barbare « jumelle » qui prospérait dans leur ombre et partageait leur destin lorsqu'ils s'effondraient.

On pourrait donc considérer que la longue période historique qui vit se côtoyer des États agraires relativement faibles et de nombreux peuples sans État, généralement équestres, fut une sorte d'âge d'or des barbares. Ceux-ci bénéficiaient en effet d'échanges commerciaux profitables avec les premiers États, complétés par le prélèvement d'un tribut et des razzias occasionnelles ; ils échappaient au fardeau de l'impôt et du travail agricole, leur régime alimentaire étant plus nutritif et plus varié et leur mobilité physique plus grande.

Il est toutefois deux aspects de ce commerce antique qui se sont révélés à la fois regrettables et fatals. En effet, il est probable que la principale marchandise échangée avec les premiers États ait été les esclaves – généralement issus des rangs des populations barbares. Les États antiques comblaient leur déficit démographique en capturant des prisonniers de guerre et en achetant de grandes quantités d'esclaves auprès de barbares spécialisés dans la traite. Et la plupart d'entre eux employaient des mercenaires barbares pour les défendre. En vendant leurs congénères ou leurs prestations militaires aux États, les barbares ont fortement contribué au déclin de leur bref âge d'or.

Chapitre 1

La domestication du feu, des plantes, des animaux et... de nous-mêmes

On comprendra mieux la signification qu'a eu le feu pour les hominidés et, en fin de compte, pour le reste du monde naturel, grâce aux résultats des excavations d'une grotte sud-africaine. (...) Le changement de « propriétaire » de ces cavernes et l'inversion apparente de la hiérarchie des mangeurs et des mangés témoignent avec éloquence du pouvoir donné par le feu pour l'espèce qui a appris la première à l'utiliser. Les premiers bienfaits du feu sont la chaleur, la lumière et une sécurité relative face aux prédateurs nocturnes, anticipant le confort de la *domus* et du foyer. On a de bonnes raisons de penser que l'utilisation du feu constitue le moment décisif dans la transformation du destin des hominidés. Le feu est l'outil majeur, et le plus ancien, dont a disposé l'humanité pour façonner son environnement naturel.

Les premiers feux d'origine anthropique datent d'au moins quatre cent mille ans, soit bien avant que notre espèce n'entre en scène. Grâce aux hominidés, la majeure partie de la flore et de la faune du globe se compose d'espèces adaptées au feu (pyrophytes) et favorisées par son usage. Les conséquences de l'ignition anthropogénique sont si massives que l'on peut estimer, du point de vue d'une analyse équilibrée de l'impact de l'être humain sur le monde naturel, qu'elles sont nettement plus importantes que celle de la domestication des plantes et des animaux.

Nos ancêtres n'ont sans doute pas manqué de constater à quel point les incendies naturels transformaient le paysage en éliminant la végétation antérieure et en encourageant la colonisation rapide des sols par une quantité d'herbes et d'arbustes, dont beaucoup étaient porteurs de graines, de baies, de fruits et de noix très recherchés. De même, ils ont sans doute observé que les incendies chassaient le gibier fuyant leur avancée, mettaient à nu les nids et les terriers cachés des petits animaux et, surtout, stimulait les espèces végétales et les champignons susceptibles d'attiser l'appétit des proies potentielles. C'est ainsi que les Indiens d'Amérique du Nord se sont servis du feu afin de sculpter des paysages fréquentés par l'élan, le daim, le castor, le lièvre, le porc-épic, la gélinotte huppée, la dinde et la caille, toutes espèces chassées par eux.

On a des indices que, bien avant l'invention de l'arc et des flèches, il y a environ vingt mille ans, les hominidés se servaient du feu de façon à entraîner des troupeaux entiers dans des précipices et à acculer des éléphantidés dans des tourbières où, immobilisés, ils pouvaient plus facilement être achevés. En tant que monopole d'une seule espèce et atout universel, le feu est la clé initiale de l'influence croissante de l'humanité sur le monde naturel. La forêt tropicale amazonienne porte des traces indélébiles de l'usage du feu comme outil de défrichage des sols et d'élagage de la canopée. En Amérique du Nord, l'ampleur de cet aménagement du territoire était telle que lorsqu'il a pris brusquement fin sous l'effet des épidémies dévastatrices apportées par les Européens, la croissance désormais sans entrave de la couverture forestière a engendré chez les colons blancs l'illusion que tout le continent n'était pratiquement qu'une vaste forêt vierge et primitive. Selon certains climatologues, la vague de froid connue sous le nom de Petit Âge glaciaire, entre 1500 et 1850 environ, pourrait être due à la réduction des émissions de CO₂ – un gaz à effet de serre – provoquée par la disparition des pratiques de culture sur brûlis des indigènes d'Amérique du Nord.

Le feu engendra par un autre biais, celui de la cuisson, de puissants effets de concentration démographique. On ne saurait exagérer l'importance de la cuisson des aliments dans l'évolution humaine. Elle a externalisé le processus de digestion en gélatinisant l'amidon et en dénaturant les protéines. Cette décomposition chimique externe des aliments crus – sans laquelle les chimpanzés, par exemple, doivent avoir un intestin trois fois plus grand que le nôtre – a permis à *Homo sapiens* de se contenter d'une quantité bien moindre de nourriture et de dépenser beaucoup moins de calories afin d'en extraire la substance nutritive. Cela entraîna des conséquences considérables. Nos ancêtres ont pu cueillir et consommer une gamme beaucoup plus large d'aliments : grâce à la cuisson, on a pu ouvrir, décortiquer et détoxifier des plantes protégées par des épines, des peaux épaisses ou des écorces ; les graines trop dures et les aliments fibreux dont la digestion aurait auparavant exigé une trop grande dépense calorique sont devenus comestibles ; la chair et les tripes des petits oiseaux et des rongeurs ont pu être stérilisées. (...) Avec le recours au feu, la gamme des aliments qu'il était capable de digérer a augmenté de façon exponentielle.

En outre, en attendrissant les aliments, la cuisson fonctionne comme une sorte de prémastication externe, ce qui a facilité le sevrage des enfants et l'alimentation des personnes âgées ayant perdu leurs dents. (...) La colonisation de l'Europe du Nord par l'homme de Néandertal (...) aurait été inconcevable sans l'usage du feu pour se chauffer, chasser et cuisiner. (...) Si nous nous comparons à nos cousins primates, la taille de notre intestin est inférieure de plus de la moitié, nos dents sont beaucoup plus petites et nous dépensons beaucoup moins de calories à mastiquer et à digérer.

L'usage du feu explique en bonne part notre succès en tant qu'espèce « envahissante » la plus performante du monde. Tout comme certains arbres, plantes et champignons, nous sommes des pyrophytes, une espèce adaptée au feu. (...) Quand bien même nous omettrions de prendre en compte les métiers liés au feu – potier, forgeron, boulanger, briquetier, verrier, métallurgiste, orfèvre, brasseur, charbonnier, fumeur de viande ou de poisson, plâtrier – il n'est pas exagéré d'affirmer que nous en sommes totalement dépendants. Nous avons été littéralement domestiqués par le feu.

Le point de vue dominant selon lequel le processus consistant à « faire fleurir le désert » par le biais de l'agriculture irriguée est au fondement des premières communautés sédentaires de grande taille s'avère en réalité presque entièrement erronée. Comme nous allons le voir, les premiers grands établissements sédentaires sont apparus en zones humides, pas en milieux arides ; c'est dans leurs ressources naturelles, et non dans les cultures céréalières, qu'ils trouvèrent leurs principaux moyens de subsistance ; et ils n'avaient nul besoin de système d'irrigation au sens conventionnel du terme. ? Pour autant qu'un aménagement du territoire fût nécessaire dans ce contexte, il prit beaucoup plus vraisemblablement la forme du drainage que celle de l'irrigation. L'idée traditionnelle selon laquelle la Sumer antique était un miracle d'irrigation organisé par l'État sur un territoire aride s'avère totalement fausse. C'est le travail pionnier de Jennifer Pournelle sur la plaine alluviale mésopotamienne pendant les septième et sixième millénaires avant notre ère qui fournit les arguments les plus complets et les mieux documentés dans ce sens.

Plutôt qu'une zone aride entre deux fleuves, comme elle l'est en grande partie aujourd'hui, la plaine alluviale de Basse Mésopotamie était une zone deltaïque complexe sillonnée par des centaines de défluent tantôt convergents, tantôt divergents, à chaque période de crue. (...) Les graines de semence pouvaient être ainsi disséminées sur des sols naturellement préparés. La couche d'alluvions riche en nutriments, au fur et à mesure qu'elle s'asséchait, produisait aussi une grande quantité de fourrage pour les herbivores sauvages, ainsi que pour des animaux domestiqués comme les chèvres, les moutons et les porcs.

Comparés, par exemple, avec les chasseurs-cueilleurs contraints de suivre les migrations du gros gibier (phoques, bisons, caribous), les groupes humains qui devaient l'essentiel de leur régime alimentaire à des niveaux trophiques inférieurs tels que ceux des plantes, des coquillages, des fruits, des noix et des petits poissons – soit autant d'espèces à la fois plus denses et moins mobiles que les grands mammifères -, n'avaient pas besoin de se déplacer autant. La grande abondance de ressources alimentaires appartenant aux niveaux trophiques inférieurs dans les zones humides de la Mésopotamie était sans doute particulièrement favorable à l'émergence précoce de communautés sédentaires importantes.

La « moisson » des chasseurs et des cueilleurs n'était pas tant une question d'essais et d'erreurs quotidiens qu'une anticipation minutieuse du moment où il convenait d'intercepter la migration massive plus ou moins prévisible (fin avril et mai) des grands troupeaux – en particulier des gazelles et des ânes sauvages – qui traversaient la plaine alluviale. (...) Les chasseurs mésopotamiens, de même que leurs congénères partout dans le monde, devaient l'essentiel de leur approvisionnement annuel en protéines animales à une semaine – ou à peine plus – d'efforts intenses consacrés à la capture du plus grand nombre possible de têtes de gibier migrateur. (...) Bien souvent, le facteur limitant la « moisson de protéines » n'était pas la pénurie de proies mais le manque de main d'œuvre capable de les traiter avant qu'elles ne pourrissent.

Ailleurs dans le monde, soulignent nombre d'auteurs, la sédentarité précoce s'explique aussi souvent par l'importance des ressources aquatiques qui fournissaient les conditions les plus favorables à un mode de subsistance fiable. Mais à mettre exclusivement l'accent sur la richesse des marais et des milieux riverains, on risque de négliger un autre avantage crucial des environnements côtiers et fluviaux : le transport.

Un édit de Dioclétien mentionnait que le prix de la cargaison d'un chariot de blé doublait au bout de quatre-vingt kilomètres. Du fait qu'il réduisait considérablement le frottement, l'efficacité du transport par voie d'eau croissait de façon exponentielle. Pour prendre l'exemple du bois de chauffage, nombre de sources signalent qu'une cargaison de bois (avant l'invention des chemins de fer et des routes asphaltées) devenait invendable à partir d'une distance supérieure à environ quinze kilomètres – et encore moins en terrain accidenté. (...) Aux époques prémodernes, aucun produit en vrac – bois, minerais, sel, céréales, roseaux, poterie – ne pouvait être transporté sur de longues distances, sinon par voie fluviale ou maritime.

Le travail de la civilisation, ou plus précisément celui de l'État, comme nous allons le voir, consistait à éliminer la boue et à la remplacer par ses éléments constitutifs à l'état pur, l'eau et la terre. Que ce soit en Chine ancienne, aux Pays-Bas, dans les tourbières d'Angleterre, les marais Pontins finalement asséchés par Mussolini ou dans ce qui reste des marécages du sud de l'Irak drainés par Saddam Hussein, l'État s'est constamment efforcé d'aménager le territoire en vue de transformer les zones humides ingouvernables en champs de céréales imposables.

Les premières communautés sédentaires de la région de Jéricho, de même que les premiers établissements du delta du Nil, reposaient eux aussi sur les zones humides et seulement marginalement, voire pas du tout, sur des cultures céréalières. (...) Les premiers sites urbains du fleuve Indus, Harappa et Mohenjo-Daro, répondent également à cette description, de même que la plupart des sites importants de type hoabinhien en Asie du Sud-Est. Même les exemples de sédentarité des hautes terres américaines – comme le site de Teotihuacan, près de l'actuelle ville de Mexico, ou le lac Titicaca au Pérou – correspondent à de vastes zones humides offrant un volume abondant de poissons, d'oiseaux, de coquillages et de petits mammifères dans des milieux naturels situés à la lisière de plusieurs écosystèmes.

Ces sociétés reposaient (...) sur ce qu'on appelle aujourd'hui des « biens collectifs » ou des « communs » - plantes, animaux et espèces aquatiques sauvages auxquelles toute la communauté avait accès. Il n'existait aucune ressource dominante unique susceptible d'être monopolisée ou contrôlée – et encore moins taxée – par un centre politique.

Pourquoi cet écart impressionnant de quatre millénaires entre les premiers indices de domestication des céréales et des animaux et la consolidation des sociétés agropastorales que nous associons aux débuts de la civilisation ? Toutes les pièces du puzzle de la société agraire classique sont bien là, mais celle-ci n'arrive pourtant pas à se mettre en place : il y a là une anomalie chronologique qui mérite explication. Une hypothèse implicite du récit standard sur le « progrès de la civilisation » est qu'une fois les céréales et le bétail domestiqués, ceux-ci devaient engendrer de façon plus ou moins rapide et automatique une société agraire pleinement constituée. (...) Quatre mille ans, soit environ cent soixante générations, c'est une période de rodage tout de même un peu longue.

De même que la sédentarité précoce était le fait de chasseurs et de cueilleurs sachant tirer parti de multiples possibilités de subsistance que leur offrait la variété écologique des zones humides, nous pouvons considérer cette longue période comme une ère d'expérimentation et de gestion continues de ce type d'environnement. Plutôt que de compter uniquement sur un éventail restreint de ressources alimentaires, les humains de l'époque ressemblaient sans doute plutôt à des généralistes opportunistes gérant un large « portefeuille » d'options de subsistance réparties sur plusieurs réseaux alimentaires.

La plupart des débats sur la domestication des espèces végétales et la sédentarité durable, par exemple, partent de l'hypothèse invérifiée que tous les peuples protohistoriques mouraient d'envie de se fixer sur un territoire stable. Il s'agit d'une lecture injustifiée s'appuyant sur le discours traditionnel tenu par les États agraires qui stigmatisent le caractère « primitif » des populations nomades. Il n'existe aucune preuve de l'existence d'une « aspiration sociale à la sédentarité ».

Une famille ou un village dont les cultures n'avaient pas prospéré pouvaient se tourner entièrement ou partiellement vers l'élevage ; les éleveurs qui perdaient leur bétail pouvaient inversement se tourner vers l'agriculture. Pendant une sécheresse ou une période d'humidité excessive, des régions entières pouvaient changer radicalement de stratégie de subsistance. Traiter les individus impliqués dans ces diverses activités comme des populations essentiellement différentes, habitant des univers distincts, revient encore une fois à rétroprojeter la stigmatisation des peuples pastoraux par les États agraires à une époque où cette distinction n'avait aucun sens.

Ayant domestiqué toute une gamme de céréales et de légumineuses, ainsi que les chèvres et les moutons, les populations de la plaine alluviale mésopotamienne étaient déjà des agriculteurs et des éleveurs tout en restant des chasseurs-cueilleurs. Simplement, tant qu'ils pouvaient continuer à compter sur une relative abondance de ressources alimentaires existant à l'état sauvage et à intercepter les migrations annuelles de gazelles et d'oiseaux aquatiques, ils n'avaient aucune raison logique de se risquer à dépendre principalement, voire exclusivement, de formes de culture et d'élevage requérant un travail intensif.

La question n'est pas tant de savoir pourquoi nos ancêtres ne se sont pas lancés tête baissée dans l'agriculture, que de comprendre pourquoi ils ont pris la peine de s'y consacrer. On y répond fréquemment en disant que les céréales peuvent être moissonnées, battues et stockées plusieurs années dans des greniers, offrant ainsi une réserve abondante de glucides et de protéines au cas où les ressources sauvages viendraient soudain à manquer. L'idée ainsi avancée est que les cultures céréalières, malgré le travail intense qu'elles exigent, constituaient une sorte de police d'assurance vivrière pour des chasseurs-cueilleurs connaissant aussi les rudiments de l'agriculture.

Mais cette explication, sous ses formes les plus grossières, ne résiste pas à un examen minutieux. Elle part de l'hypothèse implicite que la récolte d'une culture plantée serait plus fiable que le rendement des espèces sauvages. Or c'est clairement le contraire qui est le plus plausible, dans la mesure où les espèces sauvages, par définition, ne sont présentes que sur des sites où elles peuvent prospérer.

Les versions les plus grossières de l'« hypothèse du stockage des aliments » font également preuve d'une singulière myopie quant à la grande variété de techniques de stockage alimentaire pratiquées simultanément en Basse Mésopotamie et ailleurs. Le stockage

« sur pied » sous forme de bétail est la plus évidente. Le dicton selon lequel « la vache est le grenier des Haoussas » rend parfaitement compte de cette réalité. Le fait de disposer d'une offre de graisse et de protéines à portée de main en cas de besoin rendait sans doute l'expérimentation agricole à la marge moins risquée. De fait, certains théoriciens des débuts de l'agriculture font l'hypothèse que c'est la relative absence de bétail domestique qui expliquerait la généralisation tardive de l'agriculture sédentaire ; en l'absence d'une réserve alimentaire fiable de ce type, elle était simplement trop risquée. D'autres aliments pouvaient aussi être facilement conservés pour des durées plus ou moins longues : le poisson et la viande pouvaient être salés, séchés et fumés ; des légumineuses telles que les pois chiches et les lentilles sauvages pouvaient être séchées et stockées ; les fruits et les graines pouvaient être fermentés et distillés.

Ce qui est faux dans ce récit – et à mon avis radicalement faux – n'est pas tant le portrait de l'agriculteur que la caricature du chasseur-cueilleur qu'il implique. IL laisse en effet entendre que ce dernier était une créature imprévoyante et irréfléchie, esclave de ses impulsions, qui parcourait son territoire à l'aveuglette dans l'espoir de tomber sur du gibier ou d'arracher une baie ou un fruit quelconque d'un buisson ou d'un arbre au hasard (« rendement immédiat »). Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité.

Ni le « stockage de nourriture » ni le « rendement non immédiat » ne suffisent à expliquer de façon plausible le faible recours aux céréales domestiquées dont témoignent les recherches historiques. J'avancerai à ce propos une explication assez différente qui repose sur une analogie simple entre l'usage du feu et celui des crues naturelles. Le problème majeur de l'agriculture – en particulier de celle qui recourt au labourage -, c'est le travail intensif qu'elle implique. Il existe toutefois une forme d'agriculture qui permet de se passer d'une bonne partie de ce travail : c'est l'agriculture dite « de décrue », dans laquelle les semences sont généralement disséminées sur le limon fertile déposé par la crue annuelle du fleuve. (...) Il est pratiquement certain que ce type d'agriculture fut le premier à apparaître dans la plaine fluviale du Tigre et de l'Euphrate, sans parler de la vallée du Nil. Il est encore largement pratiqué aujourd'hui et s'avère être la forme d'agriculture qui exige le moins d'efforts humains, quelles que soient les espèces cultivées ainsi.

Pour les besoins de notre analyse, nous pouvons considérer que la mise à profit des crues et des décrues relève du même type d'aménagement du territoire que l'usage du feu chez les chasseurs-cueilleurs ou les cultivateurs sur brûlis. Une crue défriche un « champ » en nettoyant et noyant toute la végétation superflue et, simultanément, en déposant lors de la décrue une couche molle de limon nutritif et facile à travailler. Le résultat, quand les conditions sont favorables, est souvent un champ presque parfaitement labouré et fertilisé, qu'il n'y a plus qu'à ensemer sans travail additionnel.

Chapitre 2

Le complexe de la *domus* et le réaménagement du monde naturel

Contrairement à ce que prétend le récit traditionnel, il n'a pas existé de moment magique où *Homo sapiens* aurait franchi la ligne fatale qui sépare la chasse et la cueillette de l'agriculture, la préhistoire de l'histoire et l'état sauvage de la civilisation.

Les « sous-catégories » traditionnelles des modes classiques de subsistance – chasse, cueillette, pastoralisme et agriculture – ont (...) peu de sens du point de vue historique. Les

mêmes populations les pratiquaient tous, parfois en l'espace d'une seule génération ; ces activités pouvaient être combinées et le furent des milliers d'années durant, chacune d'elles empiétant de façon presque imperceptible sur les autres tout au long d'un vaste continuum de réorganisation humaine du monde naturel.

Même si la recherche d'un moment décisif de domestication des premières céréales est une entreprise vaine, il ne faut aucun doute que vers 5000 av. J.-C., des centaines de villages du Croissant fertile cultivaient des céréales totalement domestiquées qui constituaient leur principale ressource alimentaire. Les raisons de cette évolution sont encore aujourd'hui l'objet de débats animés.

Partant de l'hypothèse irréfutable que l'agriculture fondée sur le labourage exigeait beaucoup plus de travail que la chasse et la cueillette pour le même rendement en calories, Boserup en concluait que le passage intégral à l'agriculture constituait non pas l'exploitation d'une opportunité, mais une solution de dernier recours en l'absence de toute autre option viable. Elle avançait l'hypothèse qu'une combinaison de croissance démographique, de déclin des ressources en protéines animales obtenues par la chasse, de pénurie d'espèces sauvages nutritives et, possiblement, de coercition politique, avait forcé les humains à intensifier contre leur gré leurs efforts en vue d'extraire des calories additionnelles des territoires auxquels ils avaient accès.

Malgré sa logique économique apparente, la thèse du « dernier recours » n'est pas corroborée par les données disponibles, au moins en Mésopotamie et dans le Croissant fertile. On pourrait s'attendre à ce que l'agriculture ait été adoptée en premier lieu dans les régions où l'activité de cueilleurs en difficulté aurait atteint les limites de la capacité de charge de leur environnement immédiat. En réalité, il semble bien qu'elle ait d'abord émergé dans des régions qui se caractérisaient plus par l'abondance des ressources que par leur rareté. (. . .) De plus, il n'existe pas d'indices probants que les débuts de l'agriculture aient été associés à une disparition du gibier ou des ressources végétales sauvages.

Quelle que soient les raisons de ce recours croissant aux céréales et aux animaux domestiqués comme mode de subsistance, il constitue un changement quantitatif des processus d'aménagement du territoire et une transformation décisive des cultivars et du bétail, ainsi que des sols et des ressources en fourrage dont ils dépendaient.

La *domus* était une concentration spécifique et sans précédent de champs labourés, de réserves de semences et de céréales, d'individus et d'animaux domestiques dont la coévolution entraînait des conséquences que personne n'aurait pu prévoir. Tout aussi important est le fait que la *domus* comme modèle d'évolution possédait une force d'attraction irrésistible de milliers d'hôtes plus ou moins indésirables qui prospéraient au sein de ce petit écosystème. Au sommet de cette pyramide écologique, il y avait ce que l'on appelle en biologie les commensaux : moineaux, souris, rats, corbeaux, chiens (jouissant du statut de quasi-invités), cochons et chats, autant d'animaux pour lesquels cette nouvelle Arche de Noé était une véritable corne d'abondance.

Le problème de l'agriculteur potentiel, c'est que la pression exercée par la sélection naturelle sur les plantes sauvages favorise des caractéristiques hostiles à leur mise en culture. Ainsi, les graines des céréales sauvages sont généralement de petite taille et se brisent facilement et, de ce fait, s'ensemencent toutes seules. Leur maturation est irrégulière ; leurs semences peuvent rester longtemps dormantes tout en finissant par germer ; elles ont de

nombreux appendices, des barbes, des glumes et des téguments épais visant à décourager les animaux brouteurs et les oiseaux. Autant de traits sélectionnés à l'état sauvage que le cultivateur doit « contre-sélectionner ».

Nombre des effets des céréales domestiques sont simplement les effets à long terme des semailles et de la récolte. (...) C'est ainsi que peu à peu, à force de soins et d'attention, nous créons une plante totalement domestiquée. « Totalemt domestiquée » signifie simplement qu'en réalité, elle st notre création : elle ne peut plus prospérer sans notre intervention. En termes d'évolution, une plante complètement domestiquée est une anomalie florale hyperspécialisée et son avenir dépend entièrement du nôtre. Si elle cesse de nous plaire, elle sera bannie et finira presque certainement par disparaître.

Il n'est pas difficile de comprendre comment les chiens, les chats et même les cochons ont pu être attirés par les chasseurs et leur *domus*, qui leur promettaient un accès facile à la nourriture, à la chaleur et aux menues proies concentrées dans cet espace. S'ils sont devenus – du moins certains d'entre eux – membres de la *domus*, c'est plus en tant que volontaires qu'en tant que conscrits. (...) Le cas des moutons et des chèvres, premiers animaux domestiques non commensaux du Moyen-Orient, constitue en revanche une profonde révolution dans le monde des mammifères. Il s'agissait après tout d'animaux qui avaient été pendant des milliers d'années les proies du chasseur *Homo sapiens*. Au lieu de simplement les tuer, les villageois néolithiques les ont capturés, clôturés, protégés des autres prédateurs, les nourrissant au besoin et favorisant leur fécondité. Ils ont tiré profit du lait, de la laine et du sang des animaux vivants, avant d'exploiter leur carcasse une fois abattus, comme l'aurait fait un chasseur. Ce passage du statut de proie à celui d'espèce « protégée » ou « cultivée » a entraîné des conséquences énormes pour les deux parties. Si *Homo sapiens* est aujourd'hui considéré comme l'espèce invasive la plus prospère et performante de l'histoire, il doit cette réussite douteuse au renfort des bataillons de plantes et d'animaux domestiqués qui l'ont accompagné aux quatre coins de la planète.

L'un des principaux objectifs de leurs éleveurs était d'optimiser leur reproduction. Ils y parvenaient généralement, tout comme aujourd'hui, en abattant les jeunes mâles et les femelles trop âgées afin de maximiser la quantité de femelles fécondes et celle de leur progéniture. (...) Soumis à de nouvelles pressions radicales dans le cadre de la *domus*, les principaux animaux domestiqués sont devenus des espèces distinctes, tant sur le plan physiologique que comportemental. Du point de vue de l'évolution, ces changements se sont produits pour ainsi dire en un clin d'œil. (...) La différence comportementale la plus notable entre les animaux domestiqués et leurs homologues sauvages est une moins grande réactivité aux *stimuli* externes et une moindre méfiance envers les autres espèces en général, y compris *Homo sapiens*.

Ainsi, ce type de sélection involontaire a favorisé la reproduction de rats et de souris de taille inférieure, moins voyants et mieux adaptés à éviter la détection et la capture, et à subsister à partir des déchets humains. Je suis moi-même éleveur de moutons depuis plus de vingt ans, et je me suis toujours senti personnellement offensé chaque fois que l'on cite les moutons comme synonyme de comportement conformiste de masse, de pusillanimité et d'absence d'individualité. Voilà huit mille ans que nous avons sélectionné les moutons en fonction de leur docilité – en massacrant les plus agressifs, qui étaient enclins à s'échapper des enclos. Comment osons-nous dès lors leur en attribuer la faute et calomnier une espèce du fait qu'elle combine un comportement typique des bêtes de troupeau avec les traits spécifiques sur lesquels nous avons exercé notre sélection ?

Par rapport à leurs ancêtres sauvages, les moutons ont connu une réduction de 24% de la taille de leur cerveau au cours des dix mille ans d'histoire de leur domestication (...) même chose chez les cochons (*sus scrofa*) par rapport à leurs ancêtres sauvages. Sur la nouvelle frontière de la domestication – l'aquaculture -, la truite arc-en-ciel élevée en captivité a elle aussi un cerveau plus petit que la truite sauvage.

Dans le cas des chiens, des moutons et des cochons, la partie du cerveau la plus affectée est le système limbique (hippocampe, hypothalamus, hypophyse et amygdale), responsable de l'activation des hormones et des réactions du système nerveux aux menaces et aux *stimuli* externes. En liaison avec ce rétrécissement du système limbique, on constate une élévation du seuil de déclenchement des comportements d'agression, de fuite et de peur.

On ne sait pas encore très bien pourquoi, mais le fait est que les animaux domestiqués atteignent généralement l'âge reproductif plus tôt, ovulent et conçoivent plus fréquemment et ont une vie reproductive plus longue.

Nous reviendrons ultérieurement sur cette association entre, d'un côté, une mauvaise santé relative et une mortalité élevée des nouveaux-nés et, de l'autre, une augmentation proportionnellement bien plus avantageuse de la fécondité, car il s'agit d'un paradoxe que l'on observe dans l'explosion démographique des populations agricoles aux dépens des chasseurs et des cueilleurs.

Si l'on veut savoir si une femme décédée il y a neuf mille ans vivait dans une communauté sédentaire cultivant des céréales ou dans une bande vivant de la cueillette, il suffit d'examiner les os de son dos, de ses orteils et de ses genoux. Dans les villages céréaliers, les femmes ont les orteils recroquevillés et les genoux déformés typiques de personnes passant de longues heures agenouillées à moudre du grain en se balançant d'avant en arrière. C'est là un exemple mineur mais révélateur de la façon dont la routinisation de nouvelles pratiques de subsistance – entraînant ce que la médecine appelle aujourd'hui des troubles musculosquelettiques (TMS) ou des lésions articulaires dues au travail répétitif (LATR) – façonne notre corps dans un certain sens, tout comme les animaux de peine que nous avons domestiqué ultérieurement – bovins, chevaux et ânes – portent la signature osseuse de leurs routines de labeur. Ces analogies vont potentiellement très loin. On pourrait soutenir que la propagation de la sédentarité a fait d'*Homo sapiens* un véritable animal de troupeau, ce qu'il était beaucoup moins auparavant. À l'instar d'autres troupeaux, une densité démographique sans précédent offrait des conditions idéales aux épidémies et à la diffusion des parasites.

Comparés à ceux des chasseurs-cueilleurs, les os des habitants de la *domus* se distinguent aussi par leur taille inférieure. En outre, leurs os et leurs dents portent souvent la signature de stress nutritionnels, en particulier l'anémie ferriprive, surtout chez les femmes en âge de procréer dont le régime alimentaire dépendait de plus en plus exclusivement des céréales. (...) La réduction de la taille des dents, le raccourcissement du faciès, la diminution de la stature, la moindre robustesse du squelette et la réduction du dimorphisme sexuel sont des phénomènes évolutifs beaucoup plus anciens que le Néolithique. Néanmoins, la concentration démographique et un régime de plus en plus dominé par les céréales ont constitué des changements révolutionnaires qui ont laissé des traces archéologiques immédiates et lisibles.

Botanistes et naturalistes n'ont cessé de s'étonner du degré et de l'étendue des connaissances des chasseurs-cueilleurs sur leur environnement naturel. Si leurs taxonomies botaniques ne correspondaient pas aux catégories linnéennes, elles n'en étaient pas moins à la fois plus pratiques (plantes bonnes à manger, plantes aux vertus cicatrisantes, plantes dont on peut tirer une teinture bleue) et tout aussi sophistiqués. (...) Ce qui est peut-être tout aussi étonnant, c'est que cette véritable encyclopédie, qui recueillait aussi toute la profondeur historique de l'expérience passée, était entièrement conservée dans la mémoire collective et la tradition orale du groupe.

Les agriculteurs, en particulier les cultivateurs de céréales sédentaires, étaient en grande partie confinés à un seul réseau de ressources alimentaires et leurs pratiques obéissaient au rythme spécifique de ce réseau. (...) Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'en termes de complexité, la chasse et la cueillette sont tout aussi différentes de la céréaliculture que celle-ci l'est du travail sur une chaîne de montage moderne. Chacune de ces phases se caractérise par une diminution substantielle du champ d'action et une simplification des tâches.

Une fois qu'*Homo sapiens* a franchi le Rubicon de l'agriculture, notre espèce s'est retrouvée prisonnière d'une austère discipline monacale rythmée essentiellement par le tic-tac contraignant de l'horloge génétique d'une poignée d'espèces cultivées – en particulier le blé et l'orge en Mésopotamie. (...) Une fois les céréales devenues un aliment de base dans le Moyen-Orient ancien, le calendrier agricole en est venu à déterminer une bonne partie de la vie rituelle publique : labours cérémoniels, moissons, prières et sacrifices en faveur d'une récolte abondante, dieux spécifiques de telle ou telle espèce de céréale.

Je suis tenté de voir la révolution néolithique récente, malgré toutes ses contributions à la formation de sociétés complexes, comme un cas de déqualification massive. (...) Du moins pourra-t-on dire que la révolution néolithique a entraîné un appauvrissement de la sensibilité et du savoir pratique de notre espèce face au monde naturel, un appauvrissement de son régime alimentaire, une contraction de son espace vital et aussi, sans doute, de la richesse de son existence rituelle.

Chapitre 3

Zoonoses : la tempête épidémiologique parfaite

Pourquoi les cueilleurs dotés d'un minimum de bon sens auraient-ils opté pour l'énorme augmentation de la quantité de travail pénible exigée par l'agriculture sédentaire et les soins du bétail, à moins d'y être contraints par une menace létale ? Nous savons que même les chasseurs-cueilleurs contemporains, réduits à survivre dans des environnements pauvres en ressources, ne consacrent que la moitié de leur temps à ce que nous pourrions appeler un travail de subsistance. Comme le signalent les chercheurs travaillant sur l'un des rares sites archéologiques mésopotamiens (Tell Abu Hureyra) qui nous permette de retracer l'intégralité de la transition entre chasse et cueillette et agriculture pleinement développée, « il est peu probable que des chasseurs-cueilleurs occupant un site productif disposant d'une gamme de ressources alimentaires sauvages successivement disponibles à toutes les saisons aient commencé à cultiver volontairement leurs aliments de base. L'investissement énergétique par unité calorique obtenu aurait été trop élevé ». Et d'en conclure que la « menace létale » à laquelle ils furent confrontés était le refroidissement du Dryas récent (10 500-9 600 avant notre ère), qui réduisit la disponibilité des plantes sauvages, accrut l'hostilité des populations

voisines et limita les possibilités de migration. Mais nous l'avons vu, cette explication est fortement contestée tant sur le plan logique qu'en vertu de l'absence de preuves décisives.

Je ne suis pas en mesure de décider qui a raison dans la controverse sur les causes du passage à l'agriculture comme mode de subsistance dominant, passage qui a duré plusieurs millénaires.

Selon une estimation prudente, la population mondiale en 10 000 avant notre ère était d'environ quatre millions de personnes. Cinq mille ans plus tard, en 5 000 av. J.-C., elle n'avait augmenté que de cinq millions. On ne peut guère décrire cette croissance comme une explosion démographique, malgré les deux grandes réalisations civilisationnelles de la révolution néolithique : la sédentarité et l'agriculture. En revanche, au cours des cinq mille ans qui suivront, la population mondiale sera multipliée par vingt, pour atteindre plus de cent millions d'habitants. Les cinq millénaires de transition néolithique constituent donc un goulot d'étranglement démographique, avec un niveau de reproduction quasi statique. Même si l'on part de l'hypothèse d'un taux de croissance démographique à peine supérieur au taux de remplacement (0,015%, par exemple), la population totale aurait dû plus que doubler au cours de ces cinq mille ans. Il existe une explication possible du contraste paradoxal entre le progrès apparent des techniques de subsistance et cette longue période de stagnation démographique : sur le plan épidémiologique, cette dernière fut peut-être la phase la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité.

Dans le cas de la Mésopotamie, on peut supposer que, précisément en raison des effets de la révolution néolithique, cette région est devenue le point focal des maladies infectieuses chroniques et aiguës qui n'ont cessé de ravager la population. Les traces archéologiques de ce phénomène sont évasives dans la mesure où ces maladies, contrairement à la malnutrition, ne laissent que rarement une signature osseuse. Les maladies épidémiques constituent sans doute le phénomène le plus « silencieux » des recherches sur le Néolithique.

D'autres explications de l'évacuation ou de la disparition soudaines d'un site peuplé sont bien entendu possibles : guerre civile, conquête, inondations. Reste qu'au vu des conditions de densité démographique entièrement nouvelles engendrées par la révolution néolithique, les épidémies sont le suspect le plus probable. (...) Une population pouvait être affectée de façon catastrophique aussi bien par une maladie éliminant ses troupeaux ou en faisant disparaître ses champs de céréales que par un fléau la menaçant directement.

À partir du moment où nous disposons d'archives écrites, les preuves de l'occurrence d'épidémies mortelles se multiplient, et l'on peut en déduire de façon prudente leur existence à des périodes antérieures. (...) Ces phénomènes étaient, bien entendu, assez mal compris à l'époque, et souvent attribués à la colère meurtrière d'un dieu, ou bien perçus comme la punition d'une transgression qui exigeait un rituel compensatoire, tel le sacrifice de boucs émissaires. Les premières sources écrites montrent toutefois que les peuples de Mésopotamie antique comprenaient le principe de la contagion. Chaque fois que c'était possible, ils prenaient des mesures afin de mettre en quarantaine les premiers cas identifiables en les confinant à leurs domiciles sans laisser entrer ni sortir personne.

Historiquement, des sites de concentration sociale tels que les foires, les campements militaires, les écoles, les prisons, les bidonvilles, les pèlerinages religieux – comme le hajj à La Mecque –, ont été propices au déclenchement de maladies infectieuses et à leur propagation. On ne surestimera jamais assez l'importance de la sédentarité et de la

concentration démographique qu'elle a entraînée. Cela signifie que presque toutes les maladies infectieuses dues à des micro-organismes spécifiquement adaptés à Homo sapiens ne sont apparues qu'au cours des derniers dix millénaires et nombre d'entre elles depuis seulement cinq mille ans.

Elles constituent donc un « effet civilisationnel », au sens fort du terme. Ces maladies historiquement inédites – choléra, variole, oreillons, rougeole, grippe, varicelle et peut-être aussi paludisme – n'ont émergé qu'avec les débuts de l'urbanisation et, comme nous allons le voir, constituaient la principale cause de mortalité humaine. Cela ne signifie pas que les populations d'avant la sédentarité ne possédaient pas leurs propres parasites et maladies ; simplement, il ne s'agissait pas de pathologies d'origine démographique, mais plutôt de maladies caractérisées par une longue période de latence et/ou par des réservoirs non humains : typhoïde, dysenterie amibienne, herpès, trachome, lèpre, schistosomiase et filiarose.

La longueur de la liste des maladies partagées avec les animaux domestiques et les consommateurs de la *domus* est saisissante. D'après des données sans doute déjà périmées et sous-estimées, les humains ont en commun vingt-six maladies avec les poules, trente-deux avec les rats et les souris, trente-cinq avec les chevaux, quarante-deux avec les cochons, quarante-six avec les moutons et les chèvres, quarante avec les bovins et soixante-cinq avec notre plus ancien compagnon de domesticité, le chien.

Rien d'étonnant donc, à ce que le sud-est de la Chine, en particulier le Guangdong, à savoir probablement la plus vaste, la plus ancienne et la plus dense concentration d'humains, de porcs, de poulets, d'oies, de canards et de marchés d'animaux sauvages du monde, soit une véritable boîte de pétri à l'échelle mondiale propice à l'incubation de nouvelles souches de grippe aviaire et porcine.

De fait, ce n'est qu'à la fin du 19^{ème} siècle, grâce aux découvertes de pionniers de la microbiologie tels que Robert Koch et Louis Pasteur, que l'on a commencé à comprendre le lourd bilan sanitaire, en termes d'infections chroniques et létales, de la contamination de l'eau et de l'absence de système d'évacuation des eaux usées. Frappés par de nouvelles maladies dévastatrices qu'ils ne comprenaient pas, les humains avaient tendance à y répondre par toutes sortes de théories folkloriques et de remèdes inefficaces. Un seul de ces remèdes, la dispersion, exprimait l'intuition que la concentration démographique était la cause fondamentale du mal.

Une bonne partie des formes de malnutrition affectant les femmes de l'ère agricole – car ce sont elles qui, en raison de la perte de sang due aux menstruations, étaient le plus vulnérables – semblent être dues à une carence en fer. Le régime alimentaire des femmes de l'ère préagricole contenait des quantités abondantes d'acides gras oméga-6 et oméga-3 provenant du gibier, du poisson et de certaines huiles végétales. Ces acides gras sont importants car ils facilitent l'absorption de fer nécessaire à la formation de globules rouges porteurs d'oxygène. Or, non seulement les régimes céréaliers sont déficients en acides gras essentiels, mais ils inhibent l'assimilation du fer. Le résultat des premiers régimes de plus en plus dépendants des céréales (blé, orge, millet) du Néolithique récent fut donc l'apparition de l'anémie ferriprive, aisément reconnaissable à sa signature osseuse. (...) Même la viande des animaux domestiques que ces premiers agriculteurs consommaient sporadiquement contenait beaucoup moins d'acides gras essentiels que le gibier sauvage.

L'avènement des espèces cultivées a été lui aussi une sorte de tempête épidémiologique au niveau de la flore. Mettez-vous à la place d'un insecte ou d'un pathogène et considérez les attraits du paysage agricole néolithique. (...) Non seulement les espèces cultivées sont menacées, tout comme les humains, par des maladies bactériennes, fongiques et virales, mais elles sont confrontées à une multitude de prédateurs, grands et petits – escargots, limaces, insectes, oiseaux, rongeurs et autres mammifères -, ainsi qu'à une grande variété de mauvaises herbes évolutives qui disputent aux cultivars la nutrition, l'eau, la lumière et l'espace. (...) Et une fois la récolte engrangée, elle est encore sujette aux charançons, aux rongeurs et aux champignons.

Menacées par les maladies liées à la densité et à la monoculture, les espèces domestiquées doivent être constamment protégées par leurs tuteurs humains si ceux-ci veulent pouvoir en tirer profit. C'est en grande partie pour cette raison que l'agriculture antique exigeait un labeur aussi intense.

Sous un aspect au moins, le récit traditionnel sur le progrès de la civilisation est tout à fait juste. la domestication des plantes et des animaux a bel et bien rendu possible un degré de sédentarité qui se trouve au fondement des civilisations et des États les plus anciens et de leurs réalisations culturelles.

On peut dès lors se demander par quel miracle, malgré cette fragilité, le « module *domus* » de l'agriculture sédentaire est devenu un véritable bulldozer agroécologique et démographique à prétentions hégémoniques qui a pu refaire une grande partie du monde à son image. (...) La solution la plus simple, selon moi, c'est la sédentarité elle-même. Malgré une santé fragile et une mortalité infantile et maternelle élevée par rapports aux chasseurs-cueilleurs, les agriculteurs sédentaires connaissaient des taux de reproduction sans précédent – ce qui était plus que suffisant pour compenser leur taux de mortalité également sans précédent. L'effet du passage à la sédentarité sur la fécondité est documenté de façon convaincante par les travaux de Richard Lee, qui a comparé les femmes bushmen ! Kung encore nomades à leurs congénères sédentaires, ainsi que par d'autres études comparatives plus exhaustives mettant en regard la fécondité des agriculteurs et celle des cueilleurs.

En général, les populations non sédentaires limitaient délibérément leur reproduction. la logistique du nomadisme – le constant déménagement des campements – faisait qu'il était difficile, voire impossible, de transporter simultanément deux enfants en bas âge. C'est pourquoi l'on observe chez les chasseurs-cueilleurs un espacement d'environ quatre ans entre les naissances. Cette régulation était obtenue par diverses méthodes : sevrage retardé, absorption d'abortifs, traitement négligent des nouveaux-nés ou infanticide. En outre, du fait de la combinaison d'une activité physique intense avec un régime maigre et riche en protéines, la puberté était plus tardive, l'ovulation moins régulière et la ménopause plus précoce. Chez les agriculteurs sédentaires, en revanche, il était moins difficile de gérer des naissances beaucoup plus rapprochées et, comme nous allons le voir, les enfants y acquéraient une plus grande valeur en tant que main d'œuvre agricole. La sédentarité rendait aussi les premières menstruations plus précoces : le régime céréalier permettait de sevrer les nourrissons plus tôt en faisant consommer bouillies et gruaux ; et un régime riche en glucides stimulait l'ovulation et prolongeait la vie reproductive des femmes.

Si l'on calcule les temps de duplication correspondant aux différents taux de reproduction, il s'avère qu'un taux annuel de 0,014% fait doubler la population en cinq mille ans, tandis qu'un taux lui aussi apparemment infime de 0,028% la fait doubler en moitié

moins de temps (deux mille cinq cents ans) et, bien entendu, quadrupler au bout de cinq mille ans. À moyen terme, donc, le faible avantage reproductif des agriculteurs devient énorme.

Chapitre 4

Agroécologie de l'État archaïque

Si la civilisation est considérée comme un accomplissement de l'État, et si la civilisation est synonyme de sédentarité, agriculture, *domus*, irrigation et urbanisation, alors il y a quelque chose de radicalement erroné dans la séquence historique telle qu'on la narre traditionnellement. Toutes ces réalisations humaines du Néolithique étaient en place bien avant l'émergence de quelque chose qui ressemble à un État en Mésopotamie. Ce que nous savons au contraire aujourd'hui, c'est que les embryons d'État ont émergé en exploitant le module néolithique fondé sur les céréales et la main d'œuvre agricole comme base de contrôle et d'appropriation. Comme nous allons le voir, ce module était la seule infrastructure permettant la construction d'un État.

L'agrocomplexe néolithique était une plateforme nécessaire mais pas suffisante de l'émergence de l'État ; il la rendait possible, mais pas inéluctable. En termes wébériens, nous pourrions parler ici d'« affinité élective » plutôt que de cause et d'effet. Ainsi, il était relativement fréquent à l'époque d'observer des populations agricoles sédentaires installées sur des sols alluviaux et pratiquant l'irrigation sans pour autant qu'apparaisse aucun État. En revanche, il n'existait alors aucun État qui ne s'appuyât sur une population pratiquant une agriculture alluvionnaire et céréalière.

Mais comment définir un État dans pareil contexte ? Saurions-nous reconnaître un État authentique si nous l'avions sous les yeux ? Il n'existe pas de réponse tranchée à cette question ; de mon point de vue, la « forme-État » est une question de degré plutôt que de nature bien délimitée. Elle repose sur toute une série d'attributs plausibles et, dès lors qu'une entité sociale et politique possède un plus grand nombre de ces attributs, il est d'autant plus probable que nous la considérons comme un État. Les petites agglomérations proto-urbaines composées d'une population sédentaire de chasseurs-cueilleurs, de cultivateurs et d'éleveurs gérant leurs affaires collectives et leurs échanges avec le monde extérieur n'étaient pas pour autant nécessairement des États.

Si l'on part de ces divers attributs, identifier la naissance de l'État primitif est un exercice relativement arbitraire et d'autant plus limité par le faible nombre de sites sur lesquels nous disposons d'indices archéologiques et historiques convaincants. Parmi ces caractéristiques, je propose de privilégier celles qui relèvent de la territorialité et d'un appareil étatique spécialisé : murailles, fiscalité et existence d'une couche de fonctionnaires. Sur la base de tels critères, il ne fait aucun doute que l'« État » d'Uruk est bien en place depuis 3200 avant notre ère. (...) Uruk a anticipé la forme-État qui allait être reproduite dans toute la Basse Mésopotamie par une vingtaine d'autres cités-États concurrentes de taille et de puissance similaires. Ces entités politiques étaient assez petites, en sorte que l'on pouvait aller de leur centre à leurs frontières en une journée de marche. (...) Au plus tard vers la première moitié du troisième millénaire, des villes importantes telles que Kish, Nippur, Isin, Lagash, Eridu et Ur relevaient de la même catégorie qu'Uruk.

Sauf indication contraire, donc, l'essentiel de mon analyse de l'État archaïque se nourrit de l'abondante littérature sur Uruk, avec des références occasionnelles à la Troisième Dynastie d'Ur (Ur III), un millénaire plus tard, bien documentée mais relativement éphémère.

Il faut se demander comment l'État émergent est parvenu à dominer ces modules population-céréales. Car après tout, les sujets potentiels de cet hypothétique État avaient directement accès aux ressources de l'agriculture de décrue ainsi qu'à toute une variété d'options de subsistance non agricoles. Une explication convaincante de la transformation de cette population de cultivateurs en sujets d'un État est le changement climatique. Nissen montre que la période allant en gros de 3500 à 2500 av. J.-C. a été marquée par une forte baisse du niveau de la mer et une diminution du volume aquatique de l'Euphrate. Du fait d'un climat de plus en plus aride, le débit des cours d'eau s'est trouvé réduit à l'étiage et les habitants ont dû se contenter du peu d'eau qui restait, tandis que la salinisation des sols non irrigués réduisait fortement la quantité de terres arables. Ce faisant, la population fut obligée de se concentrer de plus en plus, acquérant un caractère plus « urbain ». Le système d'irrigation crût en importance tout en exigeant un travail de plus en plus intensif – il fallait maintenant parfois transporter l'eau – et l'accès aux canaux artificiels devint vital. Les cités-États (comme Umma et Magash) se disputaient les terres arables et l'accès aux sources d'irrigation. Au fil du temps se développa un système de canaux en réseaux plus complexes dont l'excavation fut menée par le biais de corvées ou à l'aide de main d'œuvre servile. (...) La pénurie d'eau confinait la population sur les sites les mieux arrosés et éliminait ou marginalisait la plupart des autres formes de subsistance, telles que la chasse ou la cueillette.

Le climat sec s'est révélé auxiliaire incontournable de l'État en mettant en quelque sorte à sa disposition un certain niveau de densité démographique et de concentration des cultures céréalières dans un espace étatique embryonnaire dont la constitution aurait été, à l'époque impossible autrement. Il semble que ce ne soit pas seulement en Mésopotamie, mais presque partout, que les premiers États se sont étayés sur ce nouveau mode de subsistance. Une forte concentration de céréales et de main d'œuvre sur les seuls types de sols susceptibles de les accueillir en grand nombre – à savoir les sols alluviaux ou de lœss – maximisait les possibilités d'appropriation, de stratification et d'inégalité. La forme-État a colonisé ce noyau en tant que base productive, l'a agrandi, intensifié et à l'occasion lui a ajouté des infrastructures – des canaux de transport et d'irrigation, par exemple – dans le but d'engraisser et de protéger la poule aux œufs d'or.

Le développement de l'État mésopotamien n'eut rien de linéaire. L'espérance de vie de ces petits États de la plaine alluviale était très faible, tout comme celle de leurs habitants. Les « interrègnes » étaient plus fréquents que les « règnes » et souvent marqués par de longs épisodes d'effondrement et de désintégration.

Aux dangers déjà considérables d'un complexe néolithique surpeuplé, la superposition de l'État ajoutait une couche supplémentaire de fragilité et d'insécurité à laquelle contribuaient en particulier les impôts et la guerre. Soumis à des impôts en nature (céréales ou bétail) ou en prestations de travail, l'agriculteur ne produisait pas seulement à destination de la *domus* mais devait fournir la base d'une rente que les élites s'approprièrent au profit de leur propre subsistance et de leur consommation somptuaire, quand bien même il arrivait aussi que ces élites redistribuent des céréales de leur stock afin de venir en aide à la population en cas de famine.

Il existe de nombreux indices de l'existence de conflits armés fréquents entre entités politiques rivales en Basse Mésopotamie. Il est difficile de savoir jusqu'à quel point ils étaient meurtriers, mais étant donné la valeur des ressources démographiques pour les premiers États, ces guerres étaient probablement plus destructrices que sanglantes. (...) Les pertes des vaincus l'emportaient sur les gains des vainqueurs. La guerre, c'était aussi l'incendie des récoltes, le pillage des greniers, la confiscation du bétail et des biens domestiques – et le plus souvent, les moyens de subsistance du peuple étaient tout autant menacés par l'armée « amie » que par les troupes de l'ennemi. L'État archaïque était comme les aléas climatiques : une menace supplémentaire plus qu'un bienfaiteur.

Analyser les conditions de formation initiale de l'État nous permet d'apprécier le phénomène inverse : les conditions dans lesquelles la formation de l'État était improbable, voire impossible. De même que la concentration démographique favorisait l'émergence de l'État, la dispersion de la population lui faisait obstacle. Seuls les sols alluviaux bien arrosés autorisent cette concentration, les écologies non alluvionnaires étaient très peu propices à accueillir des États émergents. Les déserts arides et les régions montagneuses (à l'exception des bassins intermontagneux fertiles) exigeaient généralement des stratégies de subsistance dispersées et pouvaient difficilement servir de berceau à un État.

Afin de confirmer le soupçon que les grands deltas fluviaux n'étaient pas propices à l'émergence de l'État, il suffit de penser au delta du Nil. C'est bien en amont de cette région peuplée et riche en ressources que les premiers États égyptiens ont fait leur apparition. Loin d'être propice aux entités étatiques, le delta du Nil était considéré comme une zone d'hostilité et de résistance à l'État. Comme la population des zones humides mésopotamiennes, ses habitants vivaient sur des « dos de tortues », pratiquaient la pêche, cueillaient des roseaux et consommaient des coquillages, sans guère recourir à l'agriculture ; ils étaient extérieurs à l'Égypte dynastique.

La culture du millet a été tout aussi essentielle à la formation initiale de l'État en Chine que le blé et l'orge à celle des États mésopotamiens. Les incarnations successives de l'État chinois ancien migraient pour ainsi dire d'un territoire riche en loess à un autre, évitant tout à la fois les zones montagneuses (pays des barbares « de l'intérieur ») qui les délimitaient et le delta du fleuve Jaune, avec toute sa complexité et sa diversité.

Il est frappant de constater que la base de subsistance de tous les premiers grands États agraires de l'antiquité – Mésopotamie, Égypte, vallée de l'Indus, fleuve Jaune – est partout à peu près la même. Ce sont tous des États céréaliers reposant sur le blé, l'orge et, dans le cas du fleuve Jaune, le millet. Ceux qui leur ont succédé au fil du temps ont répété le même schéma, même si la liste des cultures de base s'est élargie au riz irrigué et, dans le Nouveau Monde, au maïs. On pourrait considérer que l'empire Inca constitue une exception partielle à cette règle, étant donné qu'il dépendait à la fois du maïs et de la pomme de terre, mais le maïs semble y avoir dominé en tant que base fiscale.

Je crois que la clé du lien entre l'État et les céréales, c'est le fait que seules ces dernières peuvent servir de base à l'impôt, de par leur visibilité, leur divisibilité, leur « évaluabilité », leur « stockabilité », leur transportabilité et leur « rationabilité ». Des cultures comme les légumineuses, les tubercules et d'autres plantes sources d'amidon possèdent certaines de ces qualités adaptées aux exigences de l'État, mais aucune ne les possède toutes. Afin d'apprécier les avantages uniques des céréales, il faut se mettre à la place d'un collecteur

d'impôts de l'Antiquité, qui privilégiait avant tout la facilité et l'efficacité de l'appropriation de l'excédent.

Le fait que les céréales poussent au-dessus du sol et mûrissent à peu près au même moment facilitait considérablement les prélèvements fiscaux. Si l'armée ou les fonctionnaires du fisc intervenaient au bon moment, ils pouvaient couper, faire battre et confisquer une récolte entière en une seule opération. Pour une armée d'invasion, les céréales simplifiaient énormément la pratique de la terre brûlée ; les soldats pouvaient incendier les champs prêts à être moissonnés et pousser les cultivateurs à la fuite ou les réduire à la famine. Mieux encore, le percepteur ou l'ennemi pouvait simplement attendre que le grain ait été battu et stocké et confisquer tout le contenu des greniers. Dans le cas de la dîme médiévale, le cultivateur était censé lier le grain non battu en gerbes dans son champ, permettant ainsi au collecteur d'en prélever une sur dix.

Comparons cette situation avec, par exemple, celle des agriculteurs dont la culture de base est un tubercule telle que la pomme de terre ou le manioc. Il s'agit de plantes qui mûrissent en une année, mais qui peuvent sans problème être laissées en terre un an ou deux. Elles peuvent être déterrées en fonction des besoins, tandis qu'une partie reste stockée là même où elle a poussé, à savoir sous terre. Si des soldats ou des collecteurs d'impôts voulaient récupérer des tubercules, ils devaient les déterrer un par un, tout comme le faisait l'agriculteur, et obtenaient alors une cargaison de pommes de terre ayant beaucoup moins de valeur (tant au niveau calorique qu'en termes marchands) qu'une charrette de blé, et en outre plus susceptible de pourrir assez rapidement.

L'élevage spécialisé, que l'on perçoit comme une excroissance de l'agriculture, posait au percepteur potentiel un problème similaire de mobilité et de dispersion. (...) D'une manière ou d'une autre, les populations non céréalières – à savoir la majeure partie du monde – incarnaient des formes de subsistance et d'organisation sociale extrêmement rétives à l'impôt du fait de leur mobilité physique, de leur dispersion, de la taille très variable des groupes et des communautés qui les composaient ainsi que de la diversité et de l'invisibilité de leurs ressources, disséminées sur plusieurs espaces. Pour autant, il ne s'agissait pas de populations isolées et autarciques. Mais ces échanges n'étaient pas imposés et reposaient sur des formes de troc et de commerce de biens recherchés entre différentes zones écologiques, le tout à l'avantage mutuel de chacune des parties.

Vers le milieu du troisième millénaire avant notre ère, la plupart des villes de Basse Mésopotamie étaient entourées de murailles, première carapace défensive développée par l'État. Bien que ces sites urbains aient généralement été de taille modeste – entre dix et trente-trois hectares en moyenne –, la construction et la préservation d'un périmètre défensif, même quand elles se réalisaient par étapes, exigeaient un travail intensif. Au niveau le plus élémentaire, ce que nous dit ce mur, c'est qu'il y a derrière lui quelque chose de précieux méritant d'être protégé ou tenu hors de portée de ceux qui sont à l'extérieur. L'existence de murs d'enceinte est un indicateur infaillible de la présence d'une agriculture sédentaire et de stocks d'aliments. Et, comme pour confirmer cette association, lorsqu'une cité-État de ce type s'effondrait et que ses murailles étaient détruites, il était fréquent que l'agriculture disparaisse elle aussi de son ancien territoire.

Comme Owen Lattimore et d'autres l'ont observé à propos de la Chine, la Grande Muraille (les Grandes Murailles, en réalité) a été érigée tout autant dans le but de confiner les paysans contribuables à l'intérieur de l'Empire que dans celui de maintenir les barbares

(nomades) à l'extérieur. Les murailles de la ville étaient donc destinées à sécuriser les fondamentaux de la préservation de l'État.

(note) Antérieurement à l'émergence de l'État, il existait apparemment un protocunéiforme utilisé plusieurs siècles auparavant par d'importantes institutions urbaines – sans doute des temples – pour consigner les transactions et les répartitions. David Wengrow, communication personnelle, mai 2015.

On ne doit pourtant pas hésiter à affirmer qu'il est impossible de concevoir les États, y compris les plus anciens, sans une technologie systématique d'archivage numérique, quand bien même elle prendrait la forme de successions de nœuds sur une cordelette (les *quipu* des Incas). La première condition de l'appropriation étatique (quel qu'en soit l'objet) est nécessairement un inventaire des ressources disponibles – population, terres, rendement de cultures, bétail, réserves stockées disponibles. Sauf que ce type d'information, à l'instar des relevés cadastraux, n'est qu'un instantané bien vite dépassé. Au fur et à mesure que progresse l'effort d'appropriation, il faut constamment mettre à jour les registres de livraison des céréales, de corvées effectuées, de réquisitions, de reçus, etc.

Ce lien fondamental entre administration étatique et écriture est d'autant plus plausible qu'il semble bien qu'en Mésopotamie, l'écriture ait été essentiellement utilisée à des fins de comptabilité pendant plus de cinq siècles avant de commencer à refléter les gloires civilisationnelles auxquelles on l'associe généralement : littérature, mythologies, panégyriques, listes et généalogies royales, chroniques et textes religieux.

Le peu d'indices que nous possédons suggère qu'une fois éliminée toute cette infrastructure de fonctionnaires, d'archives administratives et de communication hiérarchique, le niveau de l'alphabétisation diminuait considérablement à supposer qu'il ne disparaissait pas complètement. (...) Même la fragmentation de l'Empire romain au 5^{ème} siècle de notre ère, malgré une culture littéraire plus étendue, entraîna la quasi-disparition de la maîtrise du latin écrit en dehors de quelques établissements religieux.

Le monde n'était pas plongé dans l'« obscurité » avant l'invention de l'écriture, après laquelle toutes les sociétés l'auraient adoptée ou auraient aspiré à le faire. Les premiers systèmes scripturaux étaient aussi un produit de la construction de l'État et de la concentration de la population, et leur usage était une question d'échelle. Ils n'étaient pas applicables dans d'autres contextes. Un spécialiste des premiers corpus écrits mésopotamiens a avancé l'hypothèse, certes audacieuse, que dans d'autres régions, les populations auraient résisté à l'écriture du fait de son association fatale avec l'État et l'impôt, de même que le labourage a longtemps été combattu du fait de son association avec le travail pénible.

Chapitre 5

Contrôle des populations, servitude et guerre

Là où n'existait pas de population sédentaire préexistante pouvant servir de noyau à la formation de l'État, il fallait en créer une à cette fin. C'était le principe directeur du colonialisme espagnol dans le Nouveau Monde, aux Philippines et ailleurs. Les *reducciones*, ces regroupements (souvent forcés) de populations autochtones autour d'un centre d'où rayonnait la puissance espagnole, étaient conçues comme faisant partie d'un projet civilisateur, mais elles remplissaient aussi la fonction, ce qui n'est pas tout à fait anodin, de

servir et de nourrir les *conquistadores*. Les centres chrétiens d'évangélisation des populations dispersées – qu'ils fussent catholiques ou protestants – commencèrent de la même manière, en rassemblant une population productive autour de missions d'où rayonnaient les efforts de conversion.

Tant qu'il existe d'autres options de subsistance, comme l'a montré Ester Boserup dans un ouvrage classique, « il est impossible d'empêcher les membres des classes subalternes de trouver d'autres moyens de subsistance, à moins qu'ils ne soient réduits en esclavage. Lorsque la population devient si dense que la terre peut être contrôlée, il devient inutile de maintenir les classes subalternes dans la servitude ; il suffit de priver la population laborieuse du droit d'être des cultivateurs indépendants » - ou bien de pratiquer librement la chasse, la cueillette, l'agriculture sur brûlis ou l'élevage.

En Basse Mésopotamie, à partir de la dernière période d'Uruk (3500-3100 av. J.-C.) et pendant les deux millénaires suivants, la guerre ne visait pas tant la conquête de territoires que le regroupement des populations dans le noyau céréalière de l'État. Grâce au travail original et minutieux de Seth Richardson, nous savons que la grande majorité des conflits armés de la région d'opposait pas entre elles les entités urbaines les plus grandes et les mieux connues, mais qu'il s'agissait plutôt de guerres mineures menées par chacune de ces unités afin de conquérir les petites communautés autonomes de leur propre hinterland et d'augmenter leur population laborieuse et donc leur puissance. Les sociétés étatiques s'efforçaient de regrouper les peuples « dispersés » et « non pacifiés » et « d'intégrer leurs clients non étatiques à l'ordre étatique par la force et la persuasion ». Ce processus, observe Richardson, était un impératif permanent dans la mesure où les États subissaient un exode permanent de « leur propre population à cause de et au profit des sociétés non étatiques ».

L'esclavage n'a pas été inventé par l'État. Diverses formes d'asservissement individuel ou collectif étaient largement pratiquées parmi les peuples sans État. (...) À condition de garder à l'esprit la diversité des formes possibles de servitude au fil du temps, on est tenté d'affirmer : « Sans esclavage, pas d'État. » On connaît la fameuse question de Moses Finley : « La civilisation grecque était-elle fondée sur le travail des esclaves ? », à laquelle il répondait par un « oui » retentissant et bien documenté. Les esclaves constituaient une nette majorité – peut-être même les deux tiers – de la société athénienne et l'esclavage était considéré comme allant de soi ; la question de son abolition ne fut jamais soulevée. On sait qu'Aristote soutenait que certains peuples, par manque de facultés rationnelles, étaient esclaves par nature et devaient être utilisés comme des outils, à l'instar des animaux de trait. À Sparte, les esclaves constituaient une fraction encore plus importante de la population. La différence, sur laquelle nous reviendrons ultérieurement, c'était qu'alors que la plupart des esclaves athéniens étaient des prisonniers de guerre issus de peuples non hellénophones, les esclaves de Sparte étaient en majorité des « hilotes », à savoir des cultivateurs grecs conquis chez eux par Sparte et contraints de travailler et de produire collectivement au profit des Spartiates « libres ». Dans ce modèle, l'appropriation d'un complexe céréalière sédentaire préexistant par des créateurs d'États militarisés apparaît de manière nettement plus explicite.

La Rome impériale, une société dont l'extension ne connaissait d'équivalent que celle de la Chine des Han, sa contemporaine extrême-orientale, transforma une bonne partie du bassin méditerranéen en un vaste marché d'esclaves. Chaque expédition militaire romaine était accompagnée d'un cortège de marchands d'esclaves et les simples soldats espéraient devenir riches en vendant ou en rançonnant les captifs dont ils s'étaient personnellement emparés. D'après certaines estimations, la guerre des gaules aurait rapporté près d'un million

de nouveaux esclaves et, au début de l'ère impériale, les esclaves représentaient entre un quart et un tiers de la population de Rome et de l'Italie.

Dans les sociétés urbaines les plus anciennes, les moins bien connues et les plus petites de Mésopotamie, l'existence de l'esclavage et d'autres formes de servitude sont incontestables. (...) Mais ce que nous ne savons pas, c'est l'ampleur de cet esclavage, les formes qu'il adoptait et son degré de centralité dans le fonctionnement de la société. (...) L'esclavage mésopotamien était crucial pour trois raisons : il procurait la main d'œuvre du secteur productif le plus important du commerce d'exportation, l'industrie textile ; il fournissait un prolétariat corvéable à merci aux travaux les plus pénibles (comme le creusement de canaux ou la construction de murailles) ; et il constituait à la fois un emblème et une récompense pour les individus jouissant d'un statut d'élite.

La catégorie d'esclaves la moins ambiguë était celle des prisonniers de guerre. Étant donné le besoin constant de main d'œuvre, la plupart des guerres étaient des guerres de capture, dont le succès était mesuré par le nombre et la qualité des captifs – hommes, femmes et enfants. Parmi les nombreuses sources de travail servile identifiées par I. J. Gelb, - esclaves nés dans la maisonnée, esclaves pour dette, esclaves achetés sur le marché auprès de leurs ravisseurs, peuples conquis déplacés de force et réinstallés collectivement, prisonniers de guerre -, ce sont les deux dernières catégories qui semblent les plus significatives.

À Uruk, la seule institution esclavagiste importante et documentée semble avoir été les ateliers textiles supervisés par l'État, qui employaient jusqu'à neuf mille femmes. Celles-ci sont décrites comme des esclaves par la plupart des sources, mais il se trouvait sans doute parmi elles des personnes endettées, des indigentes, des enfants trouvés et des veuves – un peu comme dans les *workhouses* de l'Angleterre victorienne. (...) D'après diverses estimations, Uruk aurait compté entre quarante mille et quarante-cinq mille habitants en l'an 3000 avant notre ère. Neuf mille ouvrières du textile auraient donc constitué à elles seules plus de 30% de cette population, nombre qui n'inclut pas les autres prisonniers de guerre et esclaves travaillant dans d'autres secteurs de l'économie. L'approvisionnement de cette main d'œuvre servile et d'autres travailleurs dépendants de l'État en rations de céréales exigeait un formidable appareil d'évaluation, de collecte et de stockage.

La capture d'esclaves constituait une sorte de prélèvement sauvage d'une main d'œuvre et de compétences que l'État esclavagiste n'avait pas eu besoin de développer lui-même. Dans la mesure où les prisonniers étaient capturés dans des localités et des milieux dispersés et où ils étaient séparés de leur famille, comme c'était généralement le cas, ils se retrouvaient socialement démobilisés ou atomisés et donc plus faciles à contrôler et à assimiler.

Le principe du recours à une classe de serviteurs socialement déracinés – janissaires, eunuques, Juifs de cour – a longtemps été considéré comme une technique permettant aux dirigeants de s'entourer de personnel qualifié mais politiquement neutralisé. Mais au bout d'un certain temps, si cette population servile était nombreuse, concentrée et si ses membres étaient ethniquement apparentés, l'atomisation souhaitée ne jouait plus. Les nombreuses révoltes d'esclaves en Grèce et à Rome en sont le symptôme, même si la Mésopotamie et l'Égypte (du moins jusqu'à l'avènement du Nouvel Empire) ne semblent pas avoir connu l'esclavage à une échelle aussi vaste.

Les femmes et les enfants constituaient un butin particulièrement prisé. Les femmes finissaient souvent dans des familles autochtones en tant qu'épouses, concubines ou servantes, et les enfants connaissaient généralement une assimilation rapide, même s'ils gardaient un statut inférieur. (...) Les captives avaient au moins autant d'importance en tant que génitrices qu'en tant que travailleuses. Étant donné le niveau de mortalité infantile et la soif de main d'œuvre agricole de la famille patriarcale et de l'État archaïque, elles constituaient un véritable dividende démographique.

Je ne peux résister ici à signaler un parallèle évident avec la domestication du bétail, qui exige que les éleveurs contrôlent sa reproduction. Un troupeau de moutons domestiqué comporte beaucoup de brebis et peu de béliers, cette proportion maximisant son potentiel reproducteur. De la même manière, les femmes esclaves en âge de procréer étaient très appréciées pour leur contribution à la reproduction de la main d'œuvre dans l'État archaïque.

Questions pertinentes que formule Bertolt Brecht dans son poème :
« Questions que se pose un ouvrier qui lit » :

« Qui a construit Thèbes aux sept portes ?
Dans les livres, on donne les noms des rois.
Les rois ont-ils traîné les blocs de pierre ?
Babylone plusieurs fois détruite,
Qui tant de fois l'a reconstruite ? »

Nous savons que l'État n'a pas inventé l'esclavage et la servitude ; ceux-ci sont observables dans un nombre considérable de sociétés pré-étatiques. Mais ce que l'État a certainement inventé, ce sont des sociétés de grande taille reposant systématiquement sur le travail forcé et une main d'œuvre asservie. Même lorsque la proportion d'esclaves y était bien inférieure à celle d'Athènes, de Sparte, de Rome ou de l'Empire néo-assyrien, le rôle de la main d'œuvre captive et de l'esclavage était tellement vital et stratégique pour la préservation du pouvoir de ces États que l'on imagine mal qu'ils aient pu subsister longtemps en leur absence.

Après tout, Aristote savait de quoi il parlait. Pourquoi ne pas analyser l'existence de l'esclavage, des prisonniers de guerre soumis aux travaux agricoles, des hilotes, etc., comme le reflet d'un projet étatique visant à domestiquer par la force toute une classe de serviteurs humains, de la même manière que nos ancêtres néolithiques avaient domestiqué les ovins et les bovins ? Ce projet, bien entendu, n'a jamais pu être complètement achevé, mais voir les choses sous cet angle est loin d'être absurde. C'est cette même analogie que sous-tendait le raisonnement d'Alexis de Tocqueville sur l'essor de l'hégémonie mondiale croissante de l'Europe : « Ne dirait-on pas, à voir ce qui se passe dans le monde, que l'Européen est aux hommes des autres races ce que l'homme lui-même est aux animaux ? Il les fait servir à son usage, et quand il ne peut les plier, il les détruit. »

Chapitre 6

Fragilité de l'État archaïque : effondrement et désagrégation

Plus on lit la littérature sur les premiers États, plus on s'étonne des prouesses de gouvernance plus ou moins improvisées qui leur ont permis d'émerger. Leur vulnérabilité et

leur fragilité étaient si manifestes que le fait même de leur naissance exceptionnelle et de leur persistance – encore plus exceptionnelle – mérite une explication.

Tout au long des cinq millénaires environ durant lesquels le mode de vie sédentaire a pu exister de façon sporadique avant même l'émergence de l'État (sept millénaires si l'on inclut le Japon et l'Ukraine), les archéologues ont recensé des centaines de sites successivement occupés, puis abandonnés, puis éventuellement réoccupés, puis abandonnés une fois encore. Les motifs de cette alternance d'abandon et d'occupation restent généralement obscurs. Parmi les facteurs qui ont pu y contribuer, on peut mentionner le changement climatique, l'épuisement des ressources, les maladies, la guerre et la migration vers des régions aux ressources plus abondantes.

La désertion généralisée de presque tous les modestes sites sédentaires existant avant 10 500 av. J.-C. est presque certainement due à la vague de froid du Dryas récent, le « grand refroidissement ». On observe un autre abandon soudain et généralisé autour de 6 000 avant notre ère dans la vallée du Jourdain : cet événement intervenu durant la période connue sous le nom de Néolithique précéramique B (PPNB d'après le sigle anglais) a été attribué à diverses causes selon les auteurs : changement climatique, maladies, épuisement des sols, diminution des ressources en eau ou pression démographique. Ce qui compte, c'est qu'en tant que sous-espèce des sociétés céréalières sédentaires, les sociétés étatiques étaient sujettes aux mêmes risques de dissolution que les communautés sédentaires en général, ainsi qu'à la fragilité propre aux États en tant qu'entités politiques.

D'après le chercheur Robert Adams, dont la connaissance des premiers États mésopotamiens est inégalée, on peut vraiment s'étonner de la longévité de la Troisième Dynastie d'Ur (Ur III), qui a vu cinq rois se succéder sur une période de cent ans. Bien qu'elle ait fini par s'effondrer, elle représente un record de stabilité par rapport aux vicissitudes extrêmes des autres royaumes.

Mais que signifie au juste « effondrement » dans des expressions comme « l'effondrement d'Ur III », vers 2000 avant notre ère, « l'effondrement de l'Ancien Empire égyptien », vers 2100 avant notre ère, ou « l'effondrement du régime palatial minoen » en Crète, autour de 1450 av. J.-C. ? Au minimum, cela signifie l'abandon et/ou la destruction du centre palatial et de son architecture monumentale, phénomène généralement interprété non seulement comme une redistribution géographique de la population, mais comme une perte substantielle, pour ne pas dire catastrophique, de complexité sociale. Si la population se maintenait, elle devait sans doute se disperser sur des sites et des villages moins peuplés. La couche supérieure des élites se volatilisait, on ne construisait plus d'édifices monumentaux, les usages administratifs et religieux de l'écriture avaient tendance à s'étioler, les échanges et la redistribution à grande échelle déclinaient fortement et la production artisanale spécialisée destinée à la consommation et au commerce de luxe diminuait ou disparaissait.

Prises ensemble, ces évolutions sont souvent perçues comme une régression déplorable par rapport à une culture plus civilisée. À cet égard, il est tout aussi essentiel d'insister sur ce que ces événements *n'entraînaient pas nécessairement*. Ils n'entraînaient pas nécessairement un déclin de la population locale, pas plus qu'ils ne se traduisaient obligatoirement par une détérioration de sa santé, de son bien-être ou de son régime alimentaire – ceux-ci pouvant au contraire s'améliorer, comme nous allons le voir. Enfin, l'« effondrement » ne se traduisait pas nécessairement par la dissolution d'une culture, mais bien plutôt par sa reformulation et sa décentralisation.

Par le biais des manuels scolaires et des musées, les images classiques dominantes de ces premiers États sont devenues de véritables icônes : pyramides et momies égyptiennes, Parthénon égyptien, Angkor Vat, tombes de guerriers de Xian, etc. Lorsque ces « superstars » archéologiques manquaient subitement à l'appel, on en concluait que c'était la fin d'un monde tout entier.

Dès que le sommet disparaissait, les archéologues cessaient de focaliser leur attention sur ledit sommet, s'intéressant alors à la base et à ses unités constituantes. Leurs connaissances cumulatives sur la diversité des modes de peuplement, des structures de commerce et d'échange, des précipitations, de la nature des sols et des combinaisons changeantes de stratégies de subsistance nous offrent désormais un panorama beaucoup plus ample qu'une cime paraissant défier la gravité. Grâce à eux, nous pouvons discerner certaines des causes probables de l'« effondrement », mais aussi, ce qui est plus important encore, nous sommes à même de nous interroger sur sa signification précise dans chaque cas spécifique.

L'un des principaux acquis de ces travaux est l'idée qu'une bonne partie de ce qui se passe pour un effondrement n'était en réalité qu'une « désagrégation », au sens propre du terme : la réduction d'unités politiques de grande taille mais fragiles à leurs composantes plus modestes et souvent plus stables. S'il est vrai que l'effondrement entraînait une réduction de la complexité sociale, ces petits foyers de pouvoir – par exemple une communauté compacte établie sur la plaine alluviale – avaient plus de chances de se perpétuer que les brefs miracles de gouvernance qui les avaient fait tenir ensemble au sein d'un royaume ou d'un empire relativement grand pour l'époque. (...) La disparition du sommet de la pyramide n'entraînait pas nécessairement des conséquences chaotiques, voire traumatiques, sur les unités élémentaires, plus durables et autosuffisantes.

Ni la sédentarité ni l'émergence de l'État, qui en dépendait totalement, n'ont jamais été des phénomènes irréversibles. Durant certaines périodes – prolongées – les grands agrégats démographiques disparaissaient et la sédentarité elle-même n'était plus que l'ombre de ce qu'elle avait été. Entre 1800 et 700 avant notre ère environ – soit pendant plus d'un millénaire -, les sites mésopotamiens habités ne couvraient que moins d'un quart de leur superficie antérieure et les agglomérations urbaines étaient seize fois moins nombreuses qu'au cours du millénaire précédent.

Au-delà de *dei ex machina* climatologiques tels que le Dryas récent (la vague de froid de deux à quatre siècles qui débute en 6200 av. J.-C.) ou le Petit Âge glaciaire – événements qui exercent une contrainte massive sur ce qui est écologiquement possible -, il est indispensable de prendre en compte la vulnérabilité structurelle fondamentale du complexe céréalier sur lequel reposaient tous les États archaïques. (...) Les sites d'émergence de l'État étaient avant tout structurellement vulnérables à des crises de subsistance qui n'avaient pas grand-chose à voir avec l'habileté ou l'incompétence respectives de leurs dirigeants. La première et la plus importante de ces vulnérabilités structurelles était leur très forte dépendance à une seule récolte annuelle d'une ou deux céréales de base.

Come nous allons le voir, le fait même que les élites vivaient de cet excédent, conjugué à la logique du transport, signifiait que l'État dépendait beaucoup trop de la population et des ressources les plus proches du noyau central, ce qui pouvait menacer sa stabilité. La survie des premiers États reposait donc sur un délicat équilibre : beaucoup de

conditions favorables devaient être réunies afin de leur garantir une durée de vie un tant soit peu conséquente. En Asie du Sud-Est, par exemple, il était rare qu'un royaume dure plus de deux ou trois règnes et sa survie était à la merci de toute une série de problèmes qui échappaient souvent à son pouvoir.

Les premières villes à avoir vu le jour aux marges de la plaine alluviale avant l'émergence des États comptaient, à leur apogée, des populations de l'ordre de cinq mille habitants. Les premiers États, en revanche, étaient généralement quatre fois plus peuplés, voire dix fois dans certains cas. Cette augmentation de l'ordre de grandeur entraînait une augmentation de l'ampleur des risques. (...) Une population plus nombreuse constitue forcément un réservoir humain et animal plus important de maladies infectieuses dont la propagation rapide, selon une logique de transmission géométrique, est régie par l'effet cumulé du nombre d'habitants et de leur concentration démographique.

Une armée, une horde de réfugiés en fuite ou une masse de captifs constituaient autant de modules mobiles d'infection contractant et transmettant nombre de maladies traditionnellement associées à la guerre : choléra, typhus, dysenterie, pneumonie, fièvre typhoïde, etc. On sait depuis longtemps que la marche des armées a toujours tracé un front mobile d'infection que les civils cherchaient à fuir dès qu'ils le pouvaient.

On peut supposer que la pratique de la quarantaine et de l'isolement des passagers d'embarcations (institutionnalisée ultérieurement sous le nom de « lazarets ») a dû apparaître sous une forme ou sous une autre dans le sillage de ces épidémies nouvelles et redoutées. Parallèlement, même les populations urbaines les plus anciennes ont dû comprendre que fuir le site d'une épidémie létale et se disperser était sans doute la meilleure façon d'éviter l'infection. Instinctivement, les habitants des villes devaient s'éparpiller aussi vite que possible dans les campagnes (où leur présence était probablement redoutée), et les États de l'époque auraient sans doute eu bien du mal à les en empêcher. (...) Nous savons par des documents écrits que vers 1320 av. J.-C., une épidémie dévastatrice apportée en Égypte par les Hittites déclencha une famine, du fait que les cultivateurs survivants, refusant de payer l'impôt, abandonnèrent fréquemment leurs champs tandis que les soldats qui n'étaient plus payés se livraient au banditisme.

On ne saurait trop insister sur le fait que les premiers États étaient des phénomènes sans précédent historique si l'on veut bien comprendre leur essor et leur déclin. Comme nous l'avons déjà observé, ni leurs sujets ni leurs élites n'étaient à même d'anticiper que le complexe inédit de céréales, d'humains et d'animaux auquel il était associé pouvait générer des conséquences épidémiologiques aussi ravageuses.

Parmi les contraintes environnementales les plus susceptibles de menacer l'existence de l'État, deux, sur lesquelles on dispose de témoignages écrits depuis les temps les plus reculés, se sont révélées particulièrement importantes dans le monde antique : la déforestation et la salinisation. Ces deux phénomènes se distinguent des maladies épidémiques en cela qu'ils opèrent sur le long terme ; il s'agit de processus graduels, voire insidieux, plutôt que de crises soudaines. On imagine bien qu'une épidémie était capable de dévaster une ville en quelques semaines. En revanche, une pénurie de bois de chauffage et de cuisson, ou bien l'envasement progressif des canaux et des rivières dû à la déforestation, entraînaient plutôt une asphyxie économique progressive, tout aussi meurtrière mais beaucoup moins spectaculaire.

En plus du défrichage des terres destinées aux cultures et au pâturage, du bois de chauffage et de cuisson, du bois de construction et du bois destiné aux fours à poterie, l'État archaïque avait besoin d'énormes quantités de bois destiné à la métallurgie, la fonderie, les fours à briques, la salaison des viandes, les galeries des mines, la construction navale, l'édification de grands monuments et la production d'enduit à chaux – cette dernière exigeant de très grands apports en combustible.

Vers 6300 avant notre ère, la ville néolithique d'Aïn Ghazal avait connu une pénurie de bois de chauffage et de cuisson et la disparition complète de sa couverture arborée dans un rayon accessible à pied. Sa population avait donc été contrainte de se réinstaller dans des hameaux dispersés, comme le fut celle de nombre d'autres sites néolithiques de la vallée du Jourdain une fois dépassée la capacité de charge de leurs ressources forestières locales.

Si, comme cela arrivait souvent, le processus d'envasement élevait le lit du fleuve à un niveau proche de celui des terres environnantes, son cours devenait extrêmement erratique, sautant d'un chenal à l'autre au fur et à mesure que ceux-ci s'ensavaient. La combinaison d'un envasement progressif et d'une période de crue pouvait se traduire par des inondations massives et catastrophiques. Historiquement, le fleuve Jaune offre un exemple type de crues massives et de brusques changements de cours ayant entraîné la mort de millions de personnes. Il semble que même Jéricho, l'un des plus grands sites pré-étatiques du Néolithique, ait succombé à la détérioration de son bassin versant au milieu du neuvième millénaire avant notre ère.

La salinisation et l'épuisement des sols étaient deux autres conséquences anthropologiques susceptibles de menacer l'existence des États fondés sur les céréales et l'irrigation. Toutes les eaux d'irrigation contiennent des sels dissous. Comme les plantes ne les absorbent pas, ils finissent par s'accumuler dans le sol et, à moins que les canaux ne soient lessivés, par les tuer. Mais le lessivage des canaux n'est qu'une solution à court terme qui élève le niveau de la nappe phréatique et fait remonter le sel à la surface, où il pénètre la racine des plantes.

L'État n'a pas plus inventé la guerre qu'il n'a inventé l'esclavage, mais il a considérablement renforcé ces institutions en en faisant des rouages essentiels de son fonctionnement. On est passé d'incursions modestes mais constantes en quête de captifs à de véritables conflits armés avec d'autres États poursuivant le même objectif. Et lorsqu'une guerre avait lieu entre deux États, l'État vaincu était, presque par définition, réduit à néant – un phénomène que l'on peut bien appeler « effondrement » si l'on veut. En général, la majeure partie de la population était massacrée ou déportée, les sanctuaires détruits, les maisons et les récoltes incendiées : il s'agissait donc bien d'une oblitération complète. À titre d'exception, il pouvait y avoir capitulation pacifique d'une des parties, souvent suivie du paiement d'un tribut et, parfois, de l'occupation des terres des vaincus par des colons installés par le vainqueur – alternative moins brutale qui n'en éliminait pas moins l'État existant.

Ces conflits incessants et la rivalité autour du contrôle de la main d'œuvre locale contribuaient à la fragilité des premiers États. En premier lieu, ils détournaient au profit de la construction de murailles et d'ouvrages défensifs, ou bien de la conscription, une vaste force de travail qui aurait pu être utilisée à la production de la nourriture destinée à une population vivant tout juste au-dessus du niveau de subsistance. En second lieu, ils contraignaient les fondateurs et les constructeurs de cités-États à choisir des sites et des configurations urbaines faisant souvent prévaloir les considérations de défense militaire sur l'abondance des

ressources matérielles. D'où des États qui, bien que plus faciles à défendre, étaient parfois plus fragiles au niveau économique.

Enfin, la cité-État pouvait être aisément détruite par des conflits internes : querelles de succession, guerres civiles et insurrections. Ce qui caractérisait ce type de conflit, c'était l'existence nouvelle d'un butin potentiel fort digne d'intérêt : un territoire céréaliier producteur d'excédent et protégé par des murailles, avec sa population, son bétail et ses greniers.

Si l'on veut comprendre comment l'État archaïque creusait sa propre tombe en surexploitant la région centrale autour du palais royal, il est utile de revenir sur les contraintes fondamentales qui régissaient les moyens de transport et d'appropriation. Tout comme l'inflation des coûts du bois de chauffage et de cuisson, qui entraînait un recours croissant au charbon de bois, l'appropriation des produits en vrac par voie terrestre coûtait de plus en plus cher et devenait rapidement prohibitive à mesure que la distance augmentait. (...) Cette zone centrale était la clé du pouvoir et de la cohésion de l'État, mais elle était aussi son talon d'Achille, car c'est elle qui subissait la plus forte pression en cas de crise. Précisément parce qu'elle était la plus proche et la plus riche en ressources, c'est elle qui, en cas de difficultés, se voyait contrainte de fournir la plus grande quantité de main d'œuvre et de céréales.

Ce que je souhaite contester ici, c'est le préjugé rarement analysé selon lequel la concentration de la population au cœur des centres étatiques constituerait une grande conquête de la civilisation, tandis que la décentralisation à travers des unités politiques de taille inférieure traduirait une rupture ou un échec de l'ordre politique. Il me semble que nous devrions nous efforcer de « normaliser » l'idée d'effondrement et d'y voir l'amorce d'une reformulation périodique et peut-être même salutaire de l'ordre politique. (...) En cas de guerre ou d'épidémie, il arrivait souvent qu'en abandonnant la ville pour la campagne, les populations évitent de nombreux décès.

Et surtout, le bien-être d'une population ne doit jamais être confondu avec la puissance d'un centre étatique ou palatial. Il n'était pas rare que les sujets des premiers États abandonnent l'agriculture et les centres urbains afin d'échapper aux impôts, à la conscription, aux épidémies et à l'oppression. Sous un certain angle, on peut considérer qu'ils ainsi régressé vers des formes de subsistance plus rudimentaires, telles que la cueillette et le pastoralisme. Mais sous un autre angle, que je crois plus pertinent, on peut se féliciter qu'ils aient ainsi échappé au paiement d'un tribut en main d'œuvre et en céréales, survécu à une épidémie, échangé une servitude oppressive contre un surcroît de liberté et de mobilité physique, voire évité la mort au combat. En pareilles circonstances, l'abandon de l'État pouvait être vécu comme une émancipation. Il ne s'agit certainement pas pour autant de nier que l'existence hors de l'État était souvent à la merci de toutes sortes de violences et de prédatations, mais plutôt d'affirmer que nous n'avons aucune raison de supposer que l'abandon d'un centre urbain entraîna, *ipso facto*, une plongée dans la brutalité et la violence.

Enfin, il faut mentionner une possible cause directe de l'extinction de l'État qui est sans doute plus importante encore de notre point de vue : le politicide ! Des phénomènes comme la taxation écrasante des céréales et de la main d'œuvre, les guerres civiles et les guerres de succession dans la capitale, les guerres entre cités ou bien des mesures oppressives tels les châtements corporels et autres abus, avaient un caractère proprement étatique : individuellement ou collectivement, ils étaient susceptibles de provoquer l'effondrement d'un État.

La majeure partie des documents historiques que nous possédons sur la Mésopotamie couvrent une période de trois siècles « à forte intensité étatique », à savoir celle d'Ur III, d'Akkad et de la brève hégémonie de Babylone. Seth Richardson nous rappelle toutefois qu'il s'agit d'une phase exceptionnelle et qu'entre 2500 et 1600 avant notre ère, sept siècles sur neuf furent des périodes de division et de décentralisation. Rien n'indique que ces périodes, bien que « sombres » au sens où elles ne sont pas éclairées par la lumière du récit étatique et de son autocélébration, se soient caractérisées par une recrudescence de famine ou de violence.

À l'époque des premiers États, la majeure partie de la population mondiale était constituée par des groupes de chasseurs-cueilleurs dépourvus de structures étatiques. William McNeill a émis l'hypothèse que ces groupes ont sans doute subi une véritable saignée démographique au moment d'entrer en contact avec les maladies inédites engendrées par la concentration de la population dans les régions céréalières centrales – maladies qui, parmi les populations urbaines, étaient de plus en plus endémiques et donc moins meurtrières. Si tel fut bien le cas, il est possible que la plupart de ces peuples sans État aient péri sans que nous n'en sachions rien, faute de documentation. (...) Si nous ajoutons au bilan meurtrier de ces maladies la réduction en esclavage de nombre de ces peuples sans État, pratique qui s'est poursuivie jusqu'au 19^{ème} siècle, nous sommes face à un « âge sombre » de proportions épiques ayant affecté des populations « sans histoire » passées inaperçues aux yeux de la « grande » Histoire.

Chapitre 7

L'âge d'or des barbares

« L'histoire des paysans a été écrite par des citadins
L'histoire des nomades a été écrite par des sédentaires
L'histoire des chasseurs-cueilleurs a été écrite par les agriculteurs
L'histoire des peuples sans État a été écrite par les scribes du palais
Elles sont toutes répertoriées dans les archives sous le nom
de “Chroniques barbares” »

Auteur anonyme

En 2500 avant notre ère, les tout premiers États de Mésopotamie, d'Égypte de la vallée de l'Indus (comme Harappa) auraient été pratiquement invisibles à un observateur extraterrestre. Vers 1500 av. J.-C. environ, ce dernier aurait constaté l'existence de quelques centres étatiques supplémentaires (les Mayas et la région du fleuve Jaune), mais leur présence géographique globale avait en fait diminué. Même à l'apogée de l'Empire romain et des premiers « super-États » Han, cet observateur aurait vu que l'étendue de leur contrôle véritable était étonnamment modeste. Il aurait enfin remarqué que la population mondiale, tout au long de cette période (et vraisemblablement au moins jusqu'en 1600), est restée constituée en son immense majorité par des peuples sans État : chasseurs-cueilleurs, collecteurs de produits de la mer, horticulteurs, agriculteurs itinérants, pasteurs et un grand nombre de cultivateurs qui échappaient largement au contrôle administratif et fiscal d'un quelconque État.

L'arrière-pays n'était pas seulement un territoire *non* gouverné – ou plutôt pas encore gouverné ; du point de vue du centre étatique, c'était une région gouvernée par des « barbares » et des « sauvages ». Même si elle n'a pas la précision d'une classification

linnéenne, la catégorie « barbares » renvoyait le plus souvent à des populations pastorales hostiles qui constituaient une menace militaire mais pouvaient, en certaines circonstances, être intégrées par l'État ; les « sauvages », en revanche, étaient perçus comme des bandes de chasseurs et de cueilleurs impropres à servir de matière première à la civilisation, et que l'on pouvait donc ignorer, tuer ou asservir.

Mauvaises herbes, nuisibles, vermine et barbares – tous les « non domestiqués » - menaçaient les acquis de l'État céréalier. S'ils n'étaient pas domptés et domestiqués, ils devaient être exterminés ou rigoureusement exclus de la *domus*. Bien entendu, mon usage du terme « barbare » est ici ironique, et il ne faut pas le prendre au premier degré. La notion de « barbares » et toutes celles qui lui sont apparentées – « sauvages », peuples « crus », « peuples de la forêt », « habitants des montagnes » - ont été inventées dans les centres étatiques afin de décrire et stigmatiser les populations qui n'étaient pas encore des sujets de l'État. (...) Il doit donc être clair que, dorénavant, lorsque j'utiliserai le terme « barbare », ce sera simplement une façon sténographique et ironique de parler des peuples sans État.

Je souhaite insister ici sur le fait que la menace des barbares était peut-être le principal facteur ayant limité la croissance des États si l'on mesure leur existence en millénaires plutôt qu'en siècles. Depuis les incursions amorites en Mésopotamie jusqu'aux « siècles obscurs » de la Grèce et à la désagrégation de l'Empire romain ou de la dynastie (mongole) Yuan en Chine, et peut-être même au-delà, c'est la présence des barbares qui constituait le plus grand danger pour l'existence de l'État et, au minimum, le principal obstacle à son expansion. Et je ne parle pas ici du palmarès des grandes nations barbares – les Mongols, les Mandchous, les Huns, les Moghols, les Ottomans – que des innombrables bandes appartenant à des peuples sans État qui n'ont cessé de harceler les communautés sédentaires cultivateurs de céréales. Nombre de ces peuples qui pratiquaient la *razzia* étaient d'ailleurs eux-mêmes semi-sédentaires : c'est le cas des Pachtounes, des Kurdes ou des Berbères, par exemple.

À mon avis, la meilleure façon de conceptualiser ce type d'activité est de la considérer comme une forme avancée et lucrative de chasse ou de cueillette. Aux yeux des groupes mobiles, les communautés sédentaires constituaient un terrain idéal de prédation concentrée. (...) Et quand cette mobilité était renforcée par l'emploi de chameaux ou de chevaux, l'invention de l'étrier ou encore l'usage d'embarcations rapides à faible tirant d'eau, la portée et l'efficacité de leurs raids s'en voyaient considérablement accrues.

Il est sans doute vain d'essayer de dater avec précision cet « âge d'or des barbares ». Du point de vue historique et géographique, différentes régions du monde se caractérisaient par des configurations très variables – et susceptibles d'évoluer avec le temps – des relations entre États et barbares. (...) N'oublions pas que presque tout ce que nous savons sur la « menace » barbare vient de sources étatiques – sources qui pouvaient avoir de bonnes raisons de minimiser l'importance de ladite menace, ou plus vraisemblablement de la dramatiser, et d'avoir recours à une définition plus ou moins ample du terme « barbare ».

Mais du point de vue des barbares, le principal bénéfice de l'existence des États n'était pas tant leur fonction de sites de prédation que celle de comptoirs de commerce. Étant donné les limites de leurs ressources agroécologiques, les États dépendaient de toute une série de produits absents des plaines alluviales. Populations assujetties à l'État et peuples sans États étaient des partenaires commerciaux naturels. La croissance démographique et économique d'un État entraînait celle de ses échanges commerciaux avec les barbares des régions voisines. Le premier millénaire avant notre ère connut une véritable explosion du commerce maritime

en méditerranée, qui entraîna une croissance exponentielle du volume et de la valeur des échanges. Dans ce contexte, une bonne partie de l'« économie barbare » consistait à fournir aux marchés des basses terres les matières et les produits dont ils avaient besoin, lesquels étaient souvent destinés à être réexportés vers d'autres ports.

Mais prédation et commerce n'étaient pas seulement des modes d'appropriation alternatifs ; comme nous allons le voir, ils étaient combinés de façon très efficace au point de miner littéralement certaines formes de gouvernance étatique.

Jusque vers 500 avant notre ère, soit jusqu'à l'apparition d'embarcations à voile de plus grande taille capables de transporter des cargaisons volumineuses sur de longues distances, le territoire de l'État était assez largement limité à son noyau céréalière. En revanche, la géographie et l'écologie des barbares sont beaucoup plus difficiles à résumer ; il s'agit d'une ample catégorie englobant « tout le reste » et qui embrasse toutes les aires géographiques inadaptées à la formation de l'État. Les régions barbares les plus fréquemment mentionnées sont les montagnes et les steppes mais, dans les faits, toutes les régions difficiles d'accès, indéchiffrables, infranchissables et ne se prêtant pas à l'agriculture intensive pouvaient être définies comme barbares. Selon le discours de l'État, forêts denses et non défrichées, marécages, deltas fluviaux, tourbières, brandes, landes, déserts, étendues arides et même la mer appartenaient tous potentiellement à cette catégorie.

L'important, de notre point de vue, c'est qu'une fois établi, l'État engendrait aussi bien des défections que de l'assimilation. Les causes de ces défections étaient, on l'a vu, très variées – épidémies, mauvaises récoltes, inondations, salinisation, impôts, guerre, conscription – et se traduisaient aussi bien par un goutte-à-goutte permanent que par des exodes de masse ponctuels. Certains des fugitifs rejoignaient les États voisins, mais bon nombre d'entre eux – vraisemblablement surtout les prisonniers et les esclaves – s'installaient dans les régions périphériques et adoptaient d'autres modes de subsistance. Ils devenaient de ce fait des barbares volontaires. Avec le temps, un nombre croissant de peuples sans État ne furent plus de « purs primitifs » refusant obstinément l'univers de la *domus*, mais d'anciens sujets de l'État qui avaient choisi de s'en écarter, souvent dans des circonstances tragiques. Ce processus analysé en détail par de nombreux anthropologues – dont Pierre Clastres est sans doute le plus connu – a été désigné comme relevant d'un « primitivisme secondaire ». Plus durable était l'existence d'un État, plus il expulsait des réfugiés vers sa périphérie.

La notion de « tribu » est avant tout une fiction administrative de l'État ; les tribus commencent là où finit l'État. L'antonyme de la « tribu », c'est le « paysan », soit un sujet de l'État. La tribalité est en premier lieu un rapport à l'État parfaitement reflété par la pratique romaine consistant à rétablir l'usage des anciens noms tribaux afin de qualifier les populations des provinces qui s'étaient rebellées et avaient rompu avec Rome. Le fait que les peuples barbares qui sont restés dans l'histoire en raison de la menace qu'ils représentaient pour les États et les empires portent des noms distincts – Amorites, Scythes, Xiongnu, Mongols, Alamans, Huns, Goths, Dzungars, etc. – laisse une impression de cohésion et d'identité culturelles souvent amplement démentie par la réalité. Ces groupes étaient tous des confédérations assez lâches de populations disparates brièvement rassemblées autour d'objectifs militaires et dès lors décrites comme des « peuples » par les États qu'elles menaçaient.

Les prédateurs mobiles, surtout s'ils étaient à cheval, avaient l'avantage de l'initiative militaire. Ils pouvaient surgir là et où ils le souhaitaient en temps voulu et en nombre suffisant

dans le but de frapper une communauté sédentaire en son point le plus faible ou d'intercepter une caravane. (...) Dans des circonstances prémodernes, et peut-être jusqu'à l'ère des canons, les armées mobiles des peuples pastoraux l'emportaient généralement sur les armées d'aristocrates et de paysans mobilisés par l'État. Même dans les régions sans pasteurs ni chevaux, les peuples mobiles – chasseurs-cueilleurs, cultivateurs itinérants et peuples de navigateurs – tendaient à dominer les horticulteurs et les agriculteurs sédentaires et à leur faire payer tribut.

Le fameux dicton berbère selon lequel « les razzias sont notre agriculture », que je cite dans mon introduction, est lourd de sens. Il pointe, selon moi, une vérité essentielle sur le caractère parasitaire du pillage. Les greniers d'une communauté sédentaire représentaient parfois deux ans ou plus de labeur agricole que les pillards pouvaient s'approprier en un éclair. De la même manière, les enclos à bétail fonctionnaient comme des greniers vivants susceptibles d'être accaparés. Et comme le butin d'une razzia comprenait aussi généralement des esclaves qu'il était possible de libérer contre rançon, de garder ou de vendre, ces captifs formaient eux aussi une réserve de valeur et de productivité – entretenue à grands frais – pouvant être confisquée en une seule journée.

De leur côté, les prédateurs barbares étaient relativement à l'abri des représailles des États. Mobiles et dispersés, ils pouvaient en général se contenter de s'évaporer dans la nature, souvent dans les collines, les marais ou les prairies sauvages où les troupes étatiques se risquaient rarement à les poursuivre. (...) Si l'on en croit les propos que prête Hérodote à un interlocuteur scythe, les pillards nomades étaient parfaitement conscients de l'avantage militaire de ne pas posséder de patrimoine fixe. « Comme nous ne craignons ni que l'on prenne nos villes, puisque nous n'en avons point, ni que l'on fasse du dégât sur nos terres, puisqu'elles ne sont point cultivées, nous n'avons pas de motifs de nous hâter de donner bataille. »

Porté jusqu'à sa conclusion logique, la razzia est une activité autodestructrice. Si, par exemple, les pillards attaquaient une communauté sédentaire et capturaient son bétail, ses céréales, ses objets de valeur et une partie de ses habitants, cela revenait à détruire ladite communauté. Sachant cela, les futurs habitants potentiels pouvaient se montrer réticents à s'installer au même endroit. La répétition constante et le succès de ce type d'incursions finissait par éliminer tout le « gibier » local ou plutôt par « tuer la poule aux œufs d'or ». Il en allait de même des pillards ou des pirates qui s'attaquaient aux caravanes ou aux navires marchands. S'ils les mettaient systématiquement à sac, soit le commerce finissait par disparaître, soit il trouvait d'autres routes plus sûres.

En général, les États antiques ne se contentaient pas de construire des murailles et de lever des troupes ; ils étaient souvent amenés à payer leurs puissants voisins barbares afin de les dissuader d'attaquer. (...) Un exemple très éclairant d'arrangement politique de ce genre nous est fourni par l'interaction entre la dynastie des Han orientaux et ses voisins prédateurs nomades, les Xiongnu, aux environs de l'an 20 de notre ère. Les Xiongnu se livraient à des incursions éclairs et se réfugiaient dans les steppes avant que les troupes de l'État n'aient eu le temps de répliquer. Au lendemain de ces incursions, ils dépêchaient des émissaires à la cour, proposant la paix en échange de conditions avantageuses octroyées au commerce frontalier ou de paiements directs. L'accord était scellé par un traité censé faire des nomades des tributaires de l'Empire et mettant en scène les marques de leur allégeance en échange d'une contrepartie substantielle. Cette forme de tribut « inversé » destiné à acheter les nomades ne mobilisait pas moins d'un tiers des dépenses du gouvernement. (...) On peut supposer que ce type de racket

était plus fréquent que ne le laissent entendre les documents officiels, étant donné qu'il s'agissait probablement de secrets d'État : si le peuple venait à en prendre connaissance, l'image de toute-puissance de l'État risquait d'en pâtir.

Avec le recul, on peut percevoir les relations entre les barbares et l'État comme une compétition pour le droit de s'approprier l'excédent du module sédentaire « céréales/main-d'œuvre ».

On peut interpréter les raids effectués par les groupes nomades – qui ressemblent en cela aux guerres menées par les États agraires – comme visant à assujettir des communautés sédentaires afin d'en tirer un tribut et de contrôler les circuits commerciaux les reliant entre elles. Ils ne sont pas l'expression du dénuement des nomades, ni de leur attirance pour les objets de luxe. Toutes les sociétés nomades étaient des sociétés complexes au sens où elles pratiquaient accessoirement l'agriculture en sus de l'élevage et comprenaient aussi une classe d'artisans, ce qui explique qu'elles n'avaient généralement pas besoin d'importer les céréales ou l'expertise technique des États agraires.

Les barbares, au sens large du terme, étaient sans doute en position idéale pour tirer profit de l'explosion des échanges commerciaux – et, dans bien des cas, pour y participer directement. En fin de compte, en raison de leur mobilité et du fait qu'ils chevauchaient plusieurs zones écologiques, ils constituaient une espèce de tissu conjonctif reliant entre eux une série d'États sédentaires à base céréalière. Avec l'essor de ces échanges, les peuples sans État plus ou moins nomades en vinrent à contrôler tout le réseau vasculaire du commerce et à prélever un tribut sur les échanges. Cette mobilité jouait un rôle probablement encore plus crucial dans le contrôle du commerce maritime en Méditerranée. D'après un archéologue, les nomades de la mer avaient sans doute été d'abord des marins qui participaient aux activités commerciales « légitimes » en louant leurs services aux royaumes agraires de l'époque. Mais au fur et à mesure de l'expansion de ces activités et des opportunités qu'elles offraient, ils se transformèrent en entités de plus en plus autonomes capables d'imposer leur domination politique aux régions littorales et de pratiquer le même type de prédation, de commerce et de prélèvement du tribut que leurs homologues continentaux.

Peuples étatiques et peuples sans État, agriculteurs et cueilleurs, « barbares » et « civilisés » sont en réalité des jumeaux, tant au niveau réel qu'au niveau symbolique. Chacun de ces termes engendre son double. Cependant, malgré l'abondance des démentis apportés par l'histoire, les peuples qui se perçoivent historiquement comme appartenant au pôle prétendument plus « évolué » de chacun de ces couples d'opposés – sujets des États, agriculteurs, « civilisés » - définissent leur identité comme essentielle, permanente et supérieure.

Chasseurs, cueilleurs et cultivateurs itinérants pouvaient éventuellement gratter les miettes de la richesse étatique, mais c'étaient les grandes confédérations politiques de pasteurs à cheval qui étaient le plus à même d'extraire les ressources des États sédentaires ; elles étaient elles-mêmes des « proto-États » ou, selon la formule de Barfield, des « Empires fantômes ». En ce qui concerne les cas les plus emblématiques, tel l'État itinérant fondé par Gengis Khan – le plus vaste empire terrestre d'un seul tenant de l'histoire ou encore l'« Empire comanche » dans le Nouveau Monde, il est plus pertinent de les décrire comme des « États équestres ».

Deux autres « solutions » étaient possibles, chacune d'elles éliminant de fait la dichotomie. La première était que les barbares nomades conquièrent l'État ou l'empire et se transforment en nouvelle classe dirigeante. Ce fut le cas au moins deux fois dans l'histoire de la Chine – avec la dynastie mongole des Yuan et la dynastie mandchoue des Qing ; ce fut aussi le cas d'Osman, le fondateur de l'Empire ottoman. Les barbares devenaient alors la nouvelle élite de l'État sédentaire, habitant la capitale et administrant l'appareil d'État. Comme dit le proverbe chinois, « on peut conquérir un royaume à cheval, mais il faut en descendre pour le gouverner ». La seconde option, bien plus fréquente mais moins souvent mentionnée, voyait les nomades devenir mercenaires de l'État, cavalerie chargée de surveiller les marches de l'empire et d'endiguer les incursions des autres peuples barbares. De fait, rares étaient les États ou les empires ne recrutant pas de troupes parmi les barbares, souvent en échange d'avantages commerciaux et d'autonomie locale. C'est essentiellement grâce à l'aide de troupes gauloises que César put pacifier la Gaule. Au lieu de conquérir l'État, les barbares intégraient les forces armées d'un État existant, à l'instar des Cosaques ou des Gurkhas, par exemple.

On pourrait, je crois, définir une très longue période couvrant non pas des siècles mais des millénaires – entre l'apparition des tout premiers États et, vraisemblablement, l'aube du 17^{ème} siècle – comme un « âge d'or des barbares » et des peuples sans État en général. Pendant la majeure partie de cette longue période, le mouvement d' « enclosure politique » représenté par l'État-nation moderne n'existait pas encore.

La fragilité des entités étatiques, leur vulnérabilité aux épidémies et l'existence d'une vaste périphérie non étatique ont probablement empêché l'établissement du moindre semblant d'hégémonie de l'État avant 1600 au plus tôt. Jusqu'alors, une bonne partie de la population mondiale n'avait jamais vu l'ombre d'un collecteur d'impôts (régulier), et ceux qui en avaient déjà vu un avaient toujours la possibilité de se rendre fiscalement invisibles. Nous n'avons guère besoin d'insister sur cette date quasi arbitraire. Le début du 17^{ème} siècle marque *grosso modo* la fin des grandes vagues d'invasions barbares eurasiennes : les Vikings du 8^{ème} au 11^{ème} siècle, le grand royaume de Tamerlan de la fin du 14^{ème} siècle et les conquêtes d'Osman et de ses successeurs immédiats.